

ENSEMBLE:

FAISONS AVANCER LES DROITS DES
FEMMES DANS LE MOUVEMENT POUR
LA TRANSPARENCE DES INDUSTRIES
EXTRACTIVES

CONCLUSIONS DU PROJET PILOTE DE PCQVP 2018



PUBLIEZ CE QUE
VOUS PAYEZ

REMERCIEMENTS

Auteur et développement des méthodes: Charlotte Ørnemark

Les membres suivants de PCQVP ont menés les recherches au niveau national qui ont alimenté ce rapport:

Aicha Barry	PCQVP Guinée
Abdoulaye Diallo	PCQVP Guinée
Francoise Pioupare	PCQVP Burkina Faso
Elie Kabore	PCQVP Burkina Faso
Marieme Mbacke	PCQVP Sénégal
Ayni Aw	PCQVP Sénégal

Nous voudrions remercier la Fondation William et Flora Hewlett pour leur soutien.

Nous voudrions également remercier Maria Ezpeleta, Namalie Jayasinghe, Audrey Gaughran et Rebecca Iwerks pour avoir pris le temps de revoir et de commenter sur les ébauches du rapport.



LÉGENDES DES PHOTOS

Les photos suivantes ont été prises par des membres de PCQVP au Burkina Faso et au Sénégal lors de séances de dialogue avec les communautés et de réunions nationales du groupe multipartite ITIE dans le cadre de ce projet: pages 8, 22, 25, 28, 39 et 48

Les photos suivantes ont été soumises par des membres de PCQVPP d'autres pays pour illustrer leur engagement auprès des membres de la communauté et de l'ITIE aux niveaux national et local: Page 11 par PCQVP Zimbabwe, page 4 par PCQVP Mozambique et pages 45 par PCQVP Cameroun.

CONTENU

Avant-Propos	6
Introduction	7
Acronymes	9
1. Contexte	10
2. Approche et méthodologie de recherche	12
3. Principales constatations	26
3.1 Observations globales	26
3.2 Principales constatations	31
3.2.1 Représentation et questions de parité	31
3.2.2 Intégration du genre et ITIE	35
4. Conclusions et Recommandations	40
4.1 Implications pour PCQVP	40
ANNEXES	50
Annex I. Sommaire des analyses genre par PCQVP sur la participation	50
Annex II. Références au genre dans les documents clés (de la recherche en profondeur)	52
Annex III. «Mini analyse genre» des structures de PCQVP au niveau international (à partir de septembre 2018)	56

AVANT-PROPOS



Assurer la reddition de comptes pour tous les citoyens s'agissant de la gestion des flux de recettes et des dépenses publiques est au cœur du mouvement pour la transparence des industries extractives. Ce point est aussi reflété dans les principes fondateurs de l'Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives (ITIE). L'objectif de ce mouvement a souvent été l'amélioration de la participation des citoyens dans la gouvernance des ressources naturelles et des solutions techniques pour des divulgations renforcées. Cet ample accent a souvent mené à une reconnaissance insuffisante des obstacles structurels qui empêchent les femmes, les jeunes filles et les autres groupes marginalisés de contribuer à parts égales et de bénéficier des efforts pour rendre le secteur des industries extractives plus redevable.

Les femmes sont non seulement moins en mesure de participer de façon significative aux initiatives de transparence des industries extractives, mais ont aussi tendance à supporter le fardeau des coûts sociaux et environnementaux du secteur, en ayant un accès limité aux avantages. La clé réside dans la reconnaissance des obstacles structurels auxquels les femmes font face et dans le fait de trouver des moyens de les aborder et de les surmonter. Cette étude nous oblige à acquérir une compréhension plus profonde de la complexité des liens entre le secteur des industries extractives et l'égalité des sexes, ainsi que des résultats de notre travail.

Publiez Ce Que Vous Payez (PCQVP) a toujours été en première ligne du combat pour promouvoir la transparence dans le secteur extractif. Au début, c'était l'une des principales organisations poussant à la création de la norme mondiale pour la transparence dans les industries extractives. Le réseau mondial de PCQVP et ses partenaires de la société civile ont encore une fois fait un travail d'avant-garde pour aider à combler les lacunes liées à la transparence mondiale et aux mouvements des droits des femmes afin de générer des résultats significatifs pour les femmes.

Le conseil de l'ITIE a récemment accepté les modifications apportées à la norme ITIE qui vise à mettre l'accent sur les considérations sexospécifiques dans la promotion de la transparence et de la reddition des comptes dans les industries extractives. Les efforts de plaidoyer de PCQVP et d'autres groupes de la société civile ont joué un rôle de premier plan dans la création de l'élan derrière ces changements, éclairés par les travaux entrepris dans le cadre de la présente étude. L'ITIE exige désormais explicitement des groupes multipartites qu'ils prennent en compte l'équilibre entre les sexes dans la représentation, la divulgation des chiffres des emplois selon le sexe et le niveau d'occupation, et qu'ils examinent les difficultés d'accès aux informations et les besoins en la matière des hommes et des femmes. Les groupes multipartites dans les 52 pays membres de l'ITIE sont aussi encouragés à documenter la manière dont ils ont pris en compte les considérations sexospécifiques et l'inclusivité dans la mise en œuvre de l'ITIE.

Prendre en compte la sexospécificité est un défi et représente un processus de transformation à long terme pour toutes les parties prenantes. Les gouvernements, la société civile et l'industrie ont tous un rôle à jouer pour faire en sorte que nos efforts visant à améliorer la reddition des comptes profitent à tous les citoyens et conduisent à un changement transformateur. L'ITIE continuera de réunir les parties prenantes aux niveaux mondial et national pour exiger la promotion de l'égalité des sexes dans la gouvernance des ressources naturelles. Il s'agira notamment de promouvoir les efforts visant à s'assurer que les groupes multipartites soient inclusifs et respectueux des différences entre les sexes, que les données et les communications peuvent appuyer les efforts visant à faire progresser les droits des femmes, et qu'avoir des données en libre accès peut favoriser le dialogue et améliorer l'accès aux informations pour les femmes et les autres groupes marginalisés.

by Mark Robinson,
Directeur exécutif, ITIE

INTRODUCTION



En 2018, Publiez Ce Que Vous Payez a entrepris de développer son travail sur la sexospécificité. Reconnaisant que l'Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives et notre propre mouvement n'ont pas pris en compte la sexospécificité pendant de nombreuses années, nous avons voulu étudier une série de questions d'apprentissage : Quels obstacles empêchent les femmes de participer pleinement à la mise en œuvre de l'ITIE au niveau des pays ? Comment l'ITIE pourrait-elle être utilisée comme un outil pour faire progresser l'égalité entre les sexes ? Quel type de données pourrait être divulgué pour mieux promouvoir des politiques d'atténuation des impacts des activités extractives sur la sexospécificité ?

Pour essayer de répondre à ces questions, nous avons lancé un projet pilote en Afrique de l'Ouest, en utilisant une approche privilégiant la recherche participative. Nous avons pour but d'évaluer la façon dont l'ITIE implique les femmes -- et comment les femmes participent selon les modalités qui s'offrent à elles -- dans 6 pays : Burkina Faso, Ghana, Guinée, Nigeria, Sénégal et Togo.

Ce rapport présente les conclusions. Ses conclusions donnent à PCQVP -- et à tous ceux investis dans la promotion des droits des femmes à travers l'ordre du jour de la transparence -- un aperçu important de l'ampleur de la tâche à accomplir. Comment et avec qui devons-nous travailler pour transformer un système mondial qui a toujours ignoré la sexospécificité en un autre capable de transformer l'approche sexospécifique ?

Ce changement commence à se produire sur le terrain. L'ITIE est un puissant catalyseur pour encourager ce changement, l'accélérer et l'étendre à un plus grand nombre de pays et de communautés.

Lorsque nous avons commencé ce projet, il y avait peu de références à la sexospécificité

dans les textes de l'ITIE ou dans la pratique. Ce rapport dévoile ces lacunes et pointe les possibilités de les corriger. Et grâce à l'ITIE, les comportements commencent à changer. Comme l'a indiqué Mark Robinson dans son avant-propos à ce rapport, le conseil de l'ITIE a discuté de la modification de la norme ITIE afin d'inclure les exigences liées à la sexospécificité lors de sa réunion de février 2019. Cette étape positive reflète une prise de conscience croissante qu'il ne peut pas y avoir une reddition des comptes sans prendre en considération la sexospécificité. Depuis le leadership de l'ITIE jusqu'aux GM nationaux en passant par la coalition PCQVP elle-même, il y a un fort enthousiasme s'agissant des possibilités de solutions tenant compte des questions de parité dans la gouvernance des ressources naturelles.

Alors que PCQVP a révisé ses propres priorités dans le développement de notre stratégie 2020-2025, il était gratifiant de voir comment cette recherche nous a également mis au défi, influençant notre approche et notre gouvernance futures.

Nous croyons que l'ITIE bénéficiera de ce même défi. Nous devrions tous l'encourager à continuer de mettre en valeur les bonnes pratiques dans l'engagement et la participation des femmes dans le cadre de l'ITIE ; examiner les questions de genre lors de la validation (y compris des études de cas et des récits d'impact) ; et demander la divulgation de davantage de données ventilées par sexe.

Dans l'ensemble de la communauté de l'ITIE, il y a des femmes leaders remettant en cause le statu quo et dédiées à un changement durable. Elles nous portent à bout de bras, et nous leur devons de continuer à vouloir changer les choses. Nous espérons que ce rapport puisse être un facteur de contribution important.

Elisa Peter,
Directrice exécutive, PCQVP



ACRONYMES



ITIE	Extractive Industries Transparency Initiative
IE	Industries extractives
GRES	Gender Results Effectiveness Scale (échelle de l'efficacité des résultats genre)
OING	Organisation internationale non gouvernementale
QA	Question d'apprentissage
GM	Groupe multipartite
PCQVP	Publiez Ce Que Vous Payez
TdC	Théorie du changement
TUC	Trade Union Congress (congrès des syndicats)
ONU DI	Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel
WACAM	http://www.wacamghana.org/
WIM	Women in Mining
WILDAF	Women in Law and Development in Africa

1. CONTEXTE

Il est bien documenté que les projets d'extraction peuvent être lourds de conséquences pour l'égalité genre étant donné que les femmes ont généralement le plus à perdre (perte de terres ou de moyens de subsistance, augmentation de la violence basée sur le genre, etc.) et le manque à gagner du processus d'extraction dans les communautés où elles se trouvent et dans l'ensemble du pays. Les questions de genre (en termes de rôles et attentes imposés par la société) affectent et impliquent également les hommes alors qu'ils cherchent des emplois à haut risque dans les sites d'extraction, souvent en bénéficiant d'une protection sociale médiocre et sans disposer des moyens de sécurité sociaux traditionnels. Même ainsi, il y a souvent un déséquilibre entre les sexes dans les processus de prise de décisions liés à la gestion des ressources extractives, et dans les mécanismes internationaux tels que l'Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives (ITIE) où les femmes sont souvent sous-représentées. Jusqu'à récemment, les acteurs de la gouvernance

des industries extractives ont jusque-là porté peu d'attention aux questions de genre.

Cette composante recherche fait partie d'un projet pilote de deux ans (2018-2019) sur le genre grâce auquel Publiez Ce Que Vous Payez, la coalition internationale de la société civile, tentera de mieux comprendre et d'appliquer une perspective prenant en compte le genre dans ses travaux et ses interactions avec les groupes multipartites (GM) dans les pays mettant en œuvre l'ITIE en Afrique de l'Ouest.

- QA1 : Où et comment les femmes (et les hommes) participent-elles actuellement au GM de PCQVP et de l'ITIE et quels sont les moyens d'accès, barrières et/ou normes dominantes qui peuvent affecter une participation égale entre les sexes ?
- QA2 : En nous fondant sur la pratique actuelle, comment (y compris l'utilisation des données) l'ITIE est/

peut être utilisée pour favoriser l'égalité des sexes dans le secteur des IE et atténuer les impacts négatifs des IE sur les droits des femmes ?

- QA3 : Comment PCQVP et ses coalitions peuvent-elles contribuer à favoriser pour la suite une représentation égale des deux sexes et à faire progresser les questions importantes en matière de genre dans leur travail ?

La recherche devrait être considérée comme un tremplin pour travailler plus activement en vue d'identifier et d'aborder les questions relatives au genre grâce à des interventions ciblées (campagnes, sensibilisation ciblant spécifiquement l'inclusion et l'influence des femmes) et comme un aspect plus généralisé des activités et des structures de PCQVP. En outre, la décision a été prise au début du Les principaux titulaires et animateurs de la composante recherche sont les trois

coalitions nationales de PCQVP en Guinée, au Burkina Faso et au Sénégal qui ont chacune entrepris la recherche principale synthétisée dans le présent rapport. Des analyses institutionnelles moins poussées sur le genre ont également été entreprises au Ghana, au Nigeria et au Togo. Le processus a été soutenu par le secrétariat international de PCQVP (en tant que titulaire de la subvention et que coordonnateur global du projet) et un consultant externe.

Pour les analyses genre, la recherche a été limitée à l'analyse institutionnelle en termes de parité et d'une participation égale entre les sexes dans le cadre de la coalition PCQVP (composition, représentation de groupes ciblant le genre, leaders issus de mouvements féministes, etc.). Une étude documentaire a aussi cherché à déterminer le contexte national pour le travail sur les questions de généralisation du genre dans son ensemble. L'intention était de jeter les bases pour que chacune des coalitions nationales poursuive l'analyse genre et la planification des mesures dans le cadre de la mise en œuvre du projet pilote et au-delà.



2. APPROCHE ET MÉTHODOLOGIE DE RECHERCHE

Comme en témoignent les questions d'apprentissage¹, l'objectif principal de la recherche est de comprendre comment les femmes et les hommes participent à la fois au mouvement PCQVP et aux GM de l'ITIE ; dans quelle mesure le processus ITIE peut faire progresser l'égalité des sexes en ligne avec les 5 engagements des ODD² sur l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes ; et comment les coalitions nationales PCQVP peuvent mieux profiter de cette opportunité. L'objectif du projet va au-delà de l'atténuation des effets négatifs de l'extraction pour l'égalité des sexes, s'intéressant aux aspects relatifs à l'autonomisation résultant d'une participation, d'une prise de parole et d'une influence sur un pied d'égalité dans les prises de décision du secteur des IE. Ces questions sont à la fois complexes et multidimensionnelles. Le secteur des IE est largement dominé par les hommes à plusieurs niveaux avec des inégalités intrinsèques pour les femmes sur le plan de la participation et des avantages et des effets négatifs fortement sensibles au

genre (par exemple les sujets de conflit, la violence sexuelle, les problèmes des droits fonciers, l'augmentation des inégalités de revenus, etc.).

La portée de cette recherche ne permet pas d'étudier plus en détail ces complexités diverses. Au lieu de cela, elle fait le point sur les travaux existants ou potentiels de PCQVP dans le domaine de l'égalité des sexes, et comment ceux-ci s'articulent avec la mise en œuvre de l'ITIE comme un levier et une plate-forme pour le plaidoyer. Il convient de noter dès le départ que la dimension genre dans les IE est un aspect relativement nouveau et inexploré pour la plupart des coalitions nationales du réseau mondial de PCQVP (en s'appuyant sur l'exemple de l'Afrique de l'Ouest), même si certains de leurs membres travaillent activement sur la justice entre les sexes et des droits des femmes. Toutefois, jusqu'à présent, beaucoup de ces organisations ne semblent pas intégrer ces questions ou cette expertise dans les actions qu'elles entreprennent dans le cadre de PCQVP.

¹ Ceux-ci ont été regroupés en trois questions principales par rapport aux 4 initiales dans les termes de référence (TDR) en fonction du type d'informations pouvant être recueillies pour les coalitions.

² Selon les TDR pour les activités de recherche.

² Selon les TDR pour les activités de recherche.

En termes d'approche globale, deux aspects principaux sont à noter et à distinguer l'un de l'autre : la représentation descriptive qui est la participation à égalité/parité s'agissant de la proportion femmes/hommes participant aux différents forums internationaux ; et la représentation substantielle, à savoir la façon dont le contenu des divers processus ou interventions contribue, en substance, à une plus grande égalité entre les sexes (qu'elle soit poursuivie par des femmes ou des hommes - mais conduisant à un changement transformateur). Les deux sont abordés ci-après.

1. L'égalité de participation et la parité

La proportion femmes/hommes participant à différentes formes d'influence et de prise de décisions est également parfois appelée « représentation descriptive » puisqu'elle a trait à la présence physique des femmes en nombre égal à celui des hommes dans divers organes délibérants et processus de prise de décisions.

Le droit à l'égalité de participation s'inscrit dans un certain nombre de déclarations des droits de l'Homme dans différentes formes. La Déclaration des Nations Unies sur le droit au développement adoptée en 1986 est notable sur ce plan. Elle indique que le développement est un droit qui appartient à tout le monde. À savoir, toutes les personnes ont « le droit de participer et de contribuer à un développement économique, social, culturel et politique dans lequel tous les droits de l'homme et toutes les libertés fondamentales puissent être pleinement réalisés. » En d'autres termes, les femmes ont le droit de participer et d'être représentées dans les décisions de développement comme un droit en soi. Cela signifie que dans des contextes de développement où les femmes sont affectées négativement ou sous-représentées par rapport aux hommes, la simple augmentation

du nombre de femmes dans les processus de délibération et de prise de décisions est un objectif en lui-même avec un certain nombre d'effets potentiels pouvant être décortiqués et suivis au fil du temps.

Les raisons pour lesquelles une participation égale des femmes dans le secteur et une représentation égale dans le dialogue en lui-même sont un aspect important de l'atteinte de l'égalité des sexes sont nombreuses et incluent³

- a) L'égalité de représentation entre les sexes peut perturber les modèles de détention du pouvoir existants (genrés) et d'exclusion et permettre que des discussions plus inclusives/ de nouveaux points de vue soient inclus ;
- b) Être représenté signifie qu'un nombre égal de femmes par rapport aux hommes participe à l'« apprentissage par la pratique ». Cela peut être particulièrement important pour les femmes qui auraient été antérieurement marginalement impliquées ou exclues du processus lorsque la prise de décisions réelle se produit (officiellement ou non) ;
- c) Une représentation équilibrée des sexes peut avoir des effets positifs sur la façon dont les questions de genre sont considérées ou la façon dont les inégalités entre les sexes sont traitées, en particulier lorsqu'il s'agit de bénéficiaires finaux/titulaires de droits à l'échelon communautaire ;

³ Voir par exemple l'évaluation institutionnelle de la contribution de l'ONU Femmes au rapport de synthèse sur la participation politique et le leadership des femmes, avril 2018, ONU Femmes, New York ; « Ouvert à la transformation sexospécifique ? » Post de blog par C. Ørnemark, avril 2017 <https://feedbacklabs.org/blog/open-to-gender-transformation/> ; « Sexospécificité et données en libre accès : existe-t-il une application pour ça ? », ICT Update, numéro 84, 1er mars 2017 <http://ictupdate.cta.int/2017/03/01/gender-and-open-data-is-there-an-app-for-that/>

d) Bien que souvent débattue, et dépendante du contexte, une part égale des femmes à la prise de décision lors de forums ou de tables rondes peut aider à établir un précédent pour que les femmes s'expriment plus librement et, de ce fait, contribuent à l'élaboration des ordres du jour.

La participation égale des femmes peut également être considérée comme une condition préalable pour que les processus prennent compte le genre (et mènent éventuellement à des résultats transformateurs pour l'égalité entre les sexes, à savoir des résultats qui ont plus d'effets systémiques et ne sont pas facilement réversibles - voir la Figure 1 ci-dessous). L'un des principaux objectifs sera donc de mieux comprendre où les femmes sont actuellement représentées et en quelle qualité. Cela peut impliquer de poser les questions suivantes :

- où les femmes participent-elles actuellement (et quelle est la ventilation en termes de genre) ?
- quels sous-groupes/catégories de femmes ont actuellement accès (et quels groupes sont exclus) ?
- à quel titre les femmes sont représentées (capacité individuelle/ en tant que représentantes/comme des professionnelles et des expertes, etc.) ?
- quels sont les obstacles et les points d'entrée pour la participation (globalement et par sous-catégories telles que zones urbaines/rurales, âge, origine ethnique, niveau d'éducation, etc.) ?

2. Avancées substantielles en matière d'égalité entre les sexes, y compris des informations et données ventilées par sexe

Égalité appelée «représentation substantielle», car elle fait référence à la mesure dans laquelle les considérations relatives à l'égalité des sexes se reflètent dans la substance des processus de délibération et de prise de décisions, y compris en matière de données et leur utilisation, les activités et l'affectation des ressources.

L'évaluation des avancées substantielles en matière de genre signifie également de considérer à plus long terme les résultats et les effets, et si les interventions maintiennent les inégalités existantes entre les sexes ou si elles ont contribué à faire pencher la balance vers une meilleure égalité. Une telle évaluation n'est pas toujours simple, car il peut aussi y avoir des scénarios où de telles avancées ont été annulées en raison de facteurs contextuels ou de réactions de rejet, ou lorsque des mesures modestes, mais significatives peuvent passer inaperçues. Le point, cependant, est de constamment évaluer comment et dans quelle mesure le processus de l'ITIE et PCQVP en tant que principale interface de la société civile sont capables de tenir compte de la question féminine sur le fond, et quelles données ventilées par sexe sont systématiquement recueillies afin d'être en mesure d'atteindre cette prise en compte. Les questions de fond sont toujours profondément ancrées dans des tendances genre systémiques plus importantes qui vont au-delà des processus d'extraction et de la chaîne de valeur elle-même. Cela signifie que lorsqu'il s'agit d'analyser le genre dans le secteur des IE, se contenter de considérer le processus d'extraction réel et la chaîne de valeur peut ne pas être suffisant. Les tendances prévalant dans les normes

4 Parthasarathy, R., Rao, V., Palanishwamy, N. Unheard Voices: The Challenge of Including Women's Civic Speech, Policy Working Paper 8120. Groupe de la Banque mondiale, juin 2017



sociales et les modes de pouvoir sensibles au genre doivent également être bien compris pour appréhender pleinement de quelle façon l'intervention extérieure de l'extraction peut déséquilibrer - pour le meilleur ou pour le pire - de tels modèles sociaux.⁵ De même, l'analyse genre⁶ doit tenir compte de ce qui arrive à un équilibre de pouvoir potentiellement transformé en faveur de l'égalité des sexes une fois que le processus d'extraction prend fin.

Ces caractéristiques selon le sexe peuvent inclure l'accès aux opportunités économiques pour les femmes, mais aussi les effets de la corruption, et le fait que l'extraction minière peut alimenter des conflits, qui, à leur tour, peuvent avoir des conséquences négatives sur les femmes. Par exemple, le Secrétaire général de l'ONU dans le rapport intitulé « La violence sexuelle dans les conflits » (2013) souligne que, dans certains pays, il y a une corrélation

5 Sarah Bradshaw, Brian Linneker & Lisa Overton (2017) Extractive industries as sites of supernormal profits and supernormal patriarchy?, *Gender & Development*, 25:3, 439-454, DOI: 10.1080/13552074.2017.1379780
 6 L'analyse comparative entre les sexes est une méthodologie systématique pour examiner les différences de rôles et de normes pour les femmes et les hommes, les filles et les garçons ; les différents niveaux de pouvoir qu'ils détiennent ; leurs différents besoins, contraintes et opportunités ; et l'impact de ces différences dans leur vie (définition de l'USAID).

entre les pics des cas de violence sexuelle et l'activité militaire liée à l'exploitation illégale des ressources naturelles, avec l'est de la RDC étant un bon exemple.⁷ Au-delà des problèmes localisés sur les sites d'extraction dans les zones riches en ressources, les luttes pour le contrôle des richesses minérales peuvent atteindre l'échelon national, contribuant indirectement à une rupture de l'ordre public avec pour conséquence une augmentation de l'insécurité et de la violence contre les femmes, l'État étant incapable de fournir des services de base tels que la santé et l'éducation.⁸ Bien que souvent liées à l'exploitation minière artisanale ou illégale, les entreprises extractives peuvent également jouer un rôle, par exemple en élaborant un code de conduite spécifique sur la façon dont elles peuvent s'engager conjointement à lutter contre la violence sexiste et les cas d'exploitation sexuelle.⁹

Les mesures de fond font que ces répercussions genre sont régulièrement suivies, analysées et visualisées dans des documents clés, corroborés par des données ventilées par sexe, ainsi que par d'autres preuves (témoignages/commentaires, etc.). De telles preuves devraient idéalement avoir été recueillies ou interprétées par les femmes elles-mêmes afin de les inclure dans le processus leur donnant du sens et de planification d'actions.

Classement des références genre dans l'examen des documents

Lors de cette tâche, il a été tenté lors de l'examen documentaire d'évaluer les références faites à l'égalité des sexes (dans la mesure où elles existaient) et si elles :

- a) étaient l'expression d'aspirations par nature (avec des suggestions non contraignantes),
- b) énonçaient les politiques et règles du jeu d'une manière plus normative (façons contraignantes d'exécuter un processus),
- c) se contentaient de mentionner quels groupes de femmes sont présents quand/ où,
- d) examinaient les rapports d'activités ou les efforts de sensibilisation ventilés par sexe, ou
- e) si les informations sont générées par la communauté en représentant les vues des titulaires de droits

L'intention était de procéder à une classification plus détaillée. Cette classification a été faite à un degré variable par des coalitions PCQVP dans tous les pays participants. Toutefois, étant donné que PCQVP et l'ensemble du processus ITIE en sont encore au tout début de leur travail d'intégration de la sexospécificité, des références spécifiques aux questions de genre sont souvent inexistantes dans les documents clés¹⁰ sauf la présence d'un document traitant particulièrement du thème dans le cadre des IE en termes plus généraux.¹¹ Néanmoins, le classement pourrait être davantage développé et considéré comme une méthode de référence pour l'avenir, une fois que les références au genre seront plus fréquentes dans les principaux documents de gouvernance, les plans stratégiques et les rapports d'activités. L'objectif serait d'arriver à un point de référence pour la façon dont le genre est intégré et la mesure dans laquelle elle est exploitable s'agissant de plaider pour des avancées de fond concernant l'égalité entre les sexes. Une telle classification peut également mettre en évidence les lacunes

7 Organisation des Nations Unies, La violence sexuelle dans les conflits. Rapport du Secrétaire général, 2013: A/67/792-S/2013/149; New York.

8 Global Witness. « Sharing the Spoils: Gender and the Mining Industry », exposé, 24 Janvier 2017

9 Heller, C. « The gas and mining industries take on gender-based violence in Papua New Guinea ». Post de blog de la Banque mondiale, sept. 2015. <http://blogs.worldbank.org/eastasiapacific/gas-and-mining-industries-take-gender-based-violence-papua-new-guinea>

10 Signalé comme une conclusion en soi.

11 Par exemple, la lettre « ITIE et égalité des sexes » du secrétariat international de l'ITIE, février 2018, ou la publication « Extraire l'égalité - Un guide » par l'ONU Femmes et Publiez Ce Que Vous Payez, 2014.



d'information, de sorte qu'une recherche plus approfondie puisse être axée sur la façon de les combler par la suite.

Il serait également important de savoir si les références exprimant des aspirations dans les principaux documents de planification (par ex., l'objectif d'accroître la représentation des femmes dans les processus de délibération clés de l'ITIE tels que les GM, ou des guides pratiques non spécifiques) se matérialisent dans les faits et se traduisent par des résultats désagrégés par genre ou sont visibles dans les données ventilées par sexe.

Analyse des pouvoirs

Les modifications substantielles de la façon dont le genre est traitée dans le processus ITIE s'appuient également sur la culture/ les normes de l'égalité entre les sexes, le changement organisationnel et les processus institutionnalisés ou les « règles du jeu » et comment ceux-ci sont maintenus en place à différents niveaux. En tant que tel, il peut être utile de réfléchir à la question de savoir si la forme de pouvoir est visible (dans un espace officiel ou invité tel que la dynamique



du pouvoir, par exemple dans les GM), cachée (derrière des portes fermées/à l'extérieur de la pièce), ou invisible (relativement aux normes sociales/culture/pratiques coutumières ou perceptions) en ce qui a trait aux décisions sur les questions de fond. Par exemple, si la participation des femmes dans les espaces officiels a augmenté, mais que les délibérations et la « véritable » prise de décisions ont lieu principalement dans des lieux cachés, des actions de plaidoyer supplémentaires peuvent être nécessaires pour transformer des dimensions du pouvoir, ou pour que les femmes puissent également accéder aux forums de prise de décisions informels ou « cachés ».

Chacune des coalitions nationales participantes des pays ayant effectué une étude approfondie (Burkina Faso, Sénégal, Guinée) a inclus ce type de réflexions dans son analyse.

Bien qu'il soit utile d'examiner et d'analyser la parité (représentation descriptive) et les questions de fond séparément, il est important

de noter et de réfléchir sur la façon dont les deux sont souvent liées. Les recherches externes montrent que la valeur symbolique de la représentation des femmes (à travers une présence accrue ou des principes convenus de parité) en elle-même peut avoir un effet positif sur les questions de fond, car elle peut donner plus de poids s'agissant de considérer les questions de genre comme étant « légitimes à soulever ».¹² Elle peut également avoir une incidence sur la mesure dans laquelle les femmes se sentent à l'aise lors d'une prise de parole dans des réunions officielles. Cette causalité peut souvent être difficile à démontrer, mais pourrait devenir visible dans le cadre de changements culturels plus larges au fil du temps, ou par l'intermédiaire d'un recueil de preuves anecdotiques sur une période plus longue. Déjà, les témoignages anecdotiques des trois coalitions nationales PCQVP qui ont entrepris pleinement ces recherches démontrent que le genre était souvent considéré comme un problème depuis que le projet pilote de PCQVP a débuté, alors qu'avant, elle n'avait pas été discutée ni soulevée dans la même mesure.

¹² La publication montre comment l'effet symbolique de l'introduction d'un quota par sexe en Uruguay au cours des élections de 2014, conduisant à une augmentation de la représentation descriptive des femmes, a eu un effet positif sur l'engagement politique des femmes d'une façon plus générale dans le pays. Voir aussi : O'Neil, T., Domingo, P., « Women and Power », ODI, février 2016

Cadre analytique

En termes de processus clés ou de résultats se rapportant aux processus d'extraction, tels que (i) le processus de consultation, (ii) le processus de supervision de la procédure de validation de l'ITIE, et (iii) la planification du travail des GM, des coalitions nationales ont également utilisé les catégories ci-dessous pour réfléchir sur la question de savoir si les questions de genre avaient été examinées et résolues à l'aide de l'échelle suivante (voir la figure ci-dessous) :

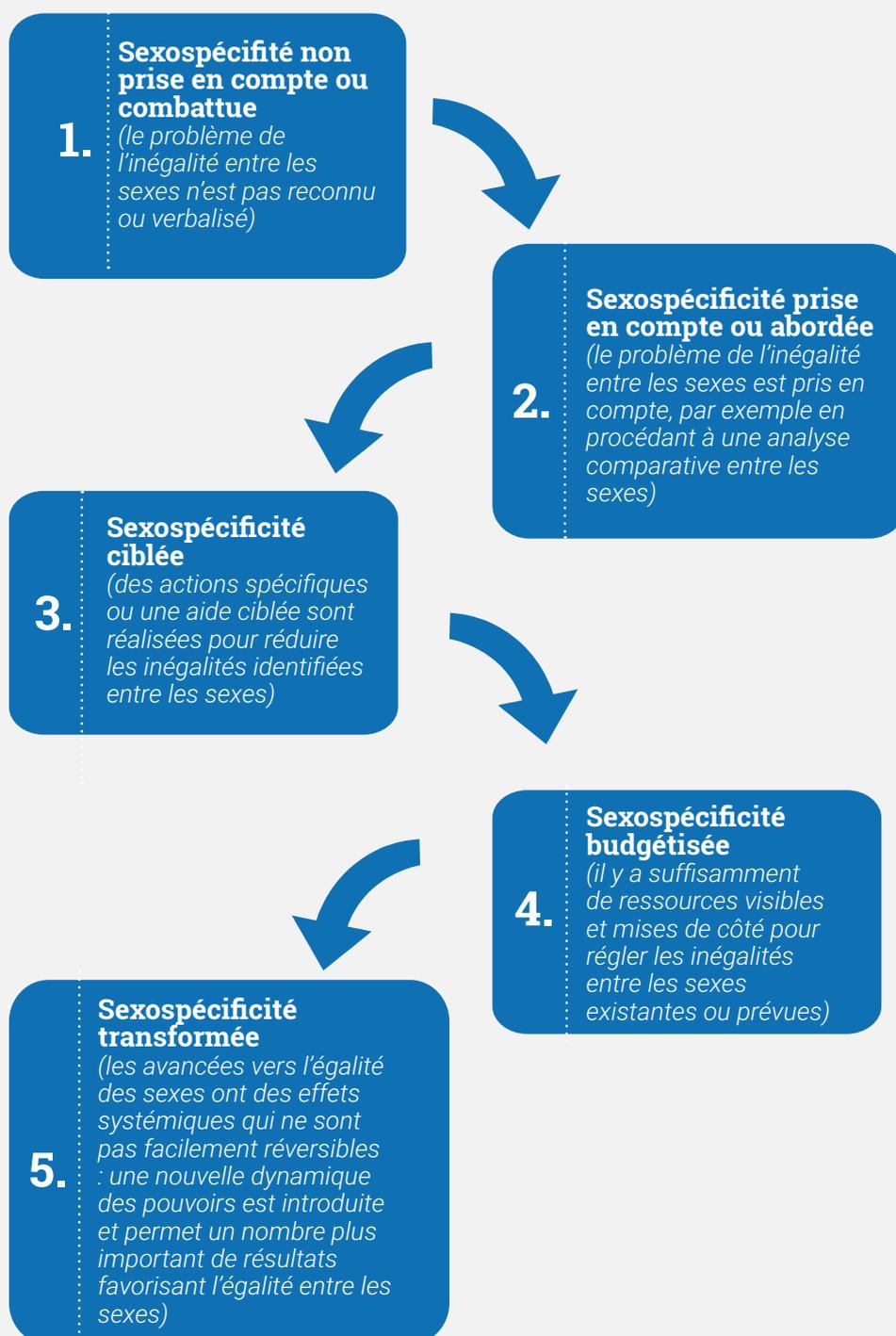


Figure 1 : Cadre analytique pour évaluer les principaux processus de l'ITIE (adapté depuis le cadre Gender Results Effectiveness Scale - échelle de l'efficacité des résultats genre -¹³ et le cadre Gender@Work)

Cartographie des parties prenantes

Au cours de l'atelier de lancement de la recherche, tenu à Dakar au Sénégal¹⁴, une première cartographie des parties prenantes a été réalisée de l'« univers » dans lequel cette mission de recherche et ce projet pilote

d'intégration plus généralisée du genre ont eu lieu. Une première visualisation a cherché à examiner les questions clés dans différentes sphères d'influence (voir la Figure 2).

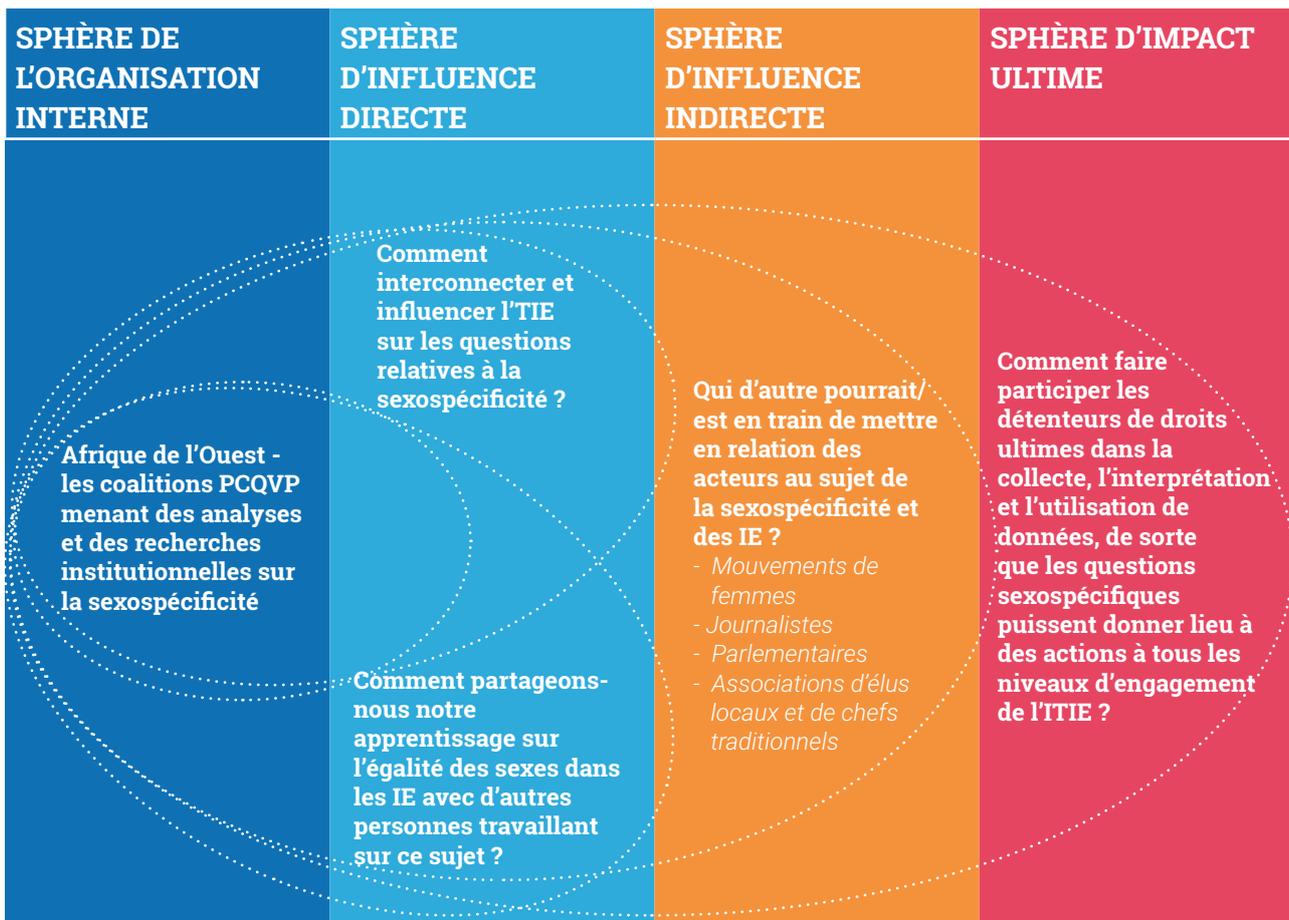


Figure 2 : Les sphères d'influence et les questions clés

Deuxièmement, se référant aux mêmes sphères et niveaux d'influence, les acteurs clés dans et autour de l'ITIE ont été cartographiés à partir d'une perspective de promotion de l'égalité des sexes vers certains résultats souhaités à plus long terme. Il convient de souligner que bien que la cartographie réalisée

par PCQVP en Afrique de l'Ouest était un point de départ (en lisant la figure de gauche à droite), il a été reconnu que les processus de changement ne sont pas unidirectionnels, mais effectuent plutôt un va-et-vient entre différentes sphères d'influence (voir la Figure 3).

14 Mars 2018

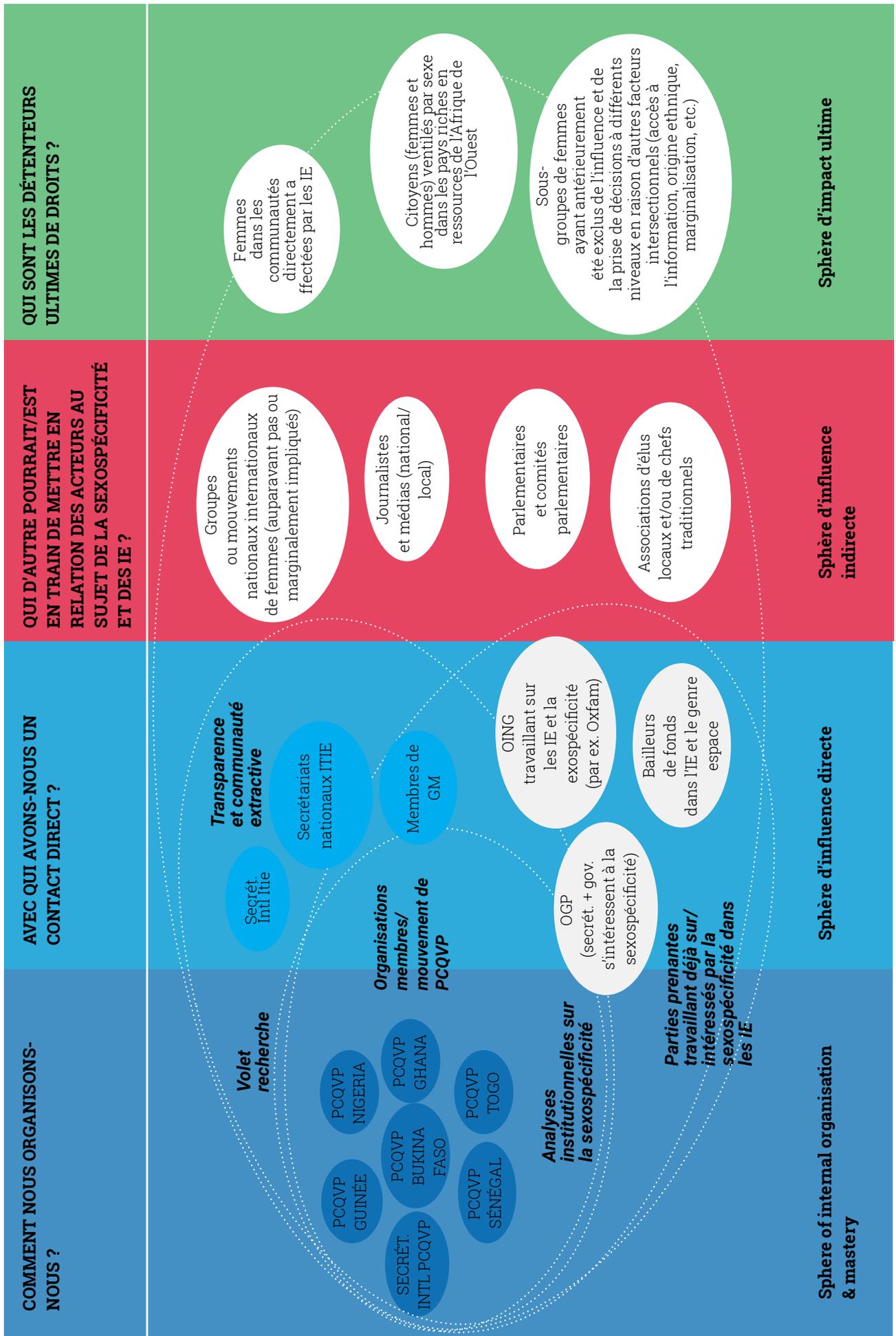


Image 3. Cartographie des acteurs clés et des sphères d'influence



Le graphique s'efforce de cartographier l'« univers » global dans lequel cette recherche et le projet pilote sur le genre dans son ensemble se déroulent en illustrant la façon dont les différents groupes d'acteurs sont connectés en sous-systèmes, et la manière dont ces sous-systèmes sont liés entre eux. Il va de la sphère de l'organisation interne et du « contrôle/maîtrise » à l'extrême gauche, où les animateurs et les chargés de la recherche sont placés, jusqu'à la sphère de l'impact ultime à droite. La même approche peut être

utilisée à un stade ultérieur de l'ensemble du projet pour procéder à une réécriture sur la base de la planification d'actions et une théorie du changement (TdC) formulée.

Toutes les coalitions nationales participantes de PCQVP (trois menant une recherche en profondeur + trois analysant le genre uniquement) ont entrepris l'analyse genre institutionnelle de leurs propres documents constitutifs et extraits clés (plans, documents constitutifs, stratégies, activités

clés et rapports annuels), ainsi que de leurs structures. Les résultats de cette recherche serviront de référence. Les trois participants menant la recherche poussée ont également étendu l'analyse à l'ensemble de la chaîne d'acteurs.¹⁵

Une question qui a été soulevée à l'atelier de lancement était de savoir si et dans quelle mesure les processus de l'ITIE sont l'outil le mieux adapté pour atteindre des résultats en matière de genre s'agissant des IE. Beaucoup d'accent est souvent mis sur les rapports, qui peuvent être obsolètes. L'ITIE n'est pas non plus un organe de décision politique et n'a pas le pouvoir qui serait nécessaire pour introduire ou faire respecter certaines normes applicables au secteur liées aux impacts sur le genre. C'est aussi pourquoi travailler plus étroitement avec d'autres organismes de mise en œuvre et d'élaboration de politiques liés à l'égalité des sexes serait important (comme des ministères de l'égalité des sexes ou équivalent). L'ITIE peut aussi rencontrer certaines limites dans la mesure où elle porte sur la transparence dans le secteur, mais pas sur des questions plus globales, y compris la question de savoir si pour commencer l'extraction sur un site spécifique devrait avoir lieu. C'est là que PCQVP et ses membres peuvent jouer un rôle complémentaire, avec des membres menant également des actions de plaidoyer plus directes sur les questions des droits des femmes.

Il a été jugé important d'établir un lien entre le genre et le travail de l'ITIE et d'autres acteurs influents, et de se concentrer sur la façon dont l'ITIE débat et examine comment elle intégrera le genre dans ses travaux sur une base plus continue, en s'appuyant davantage sur ce que font les autres qui travaillent déjà sur le genre et les IE.

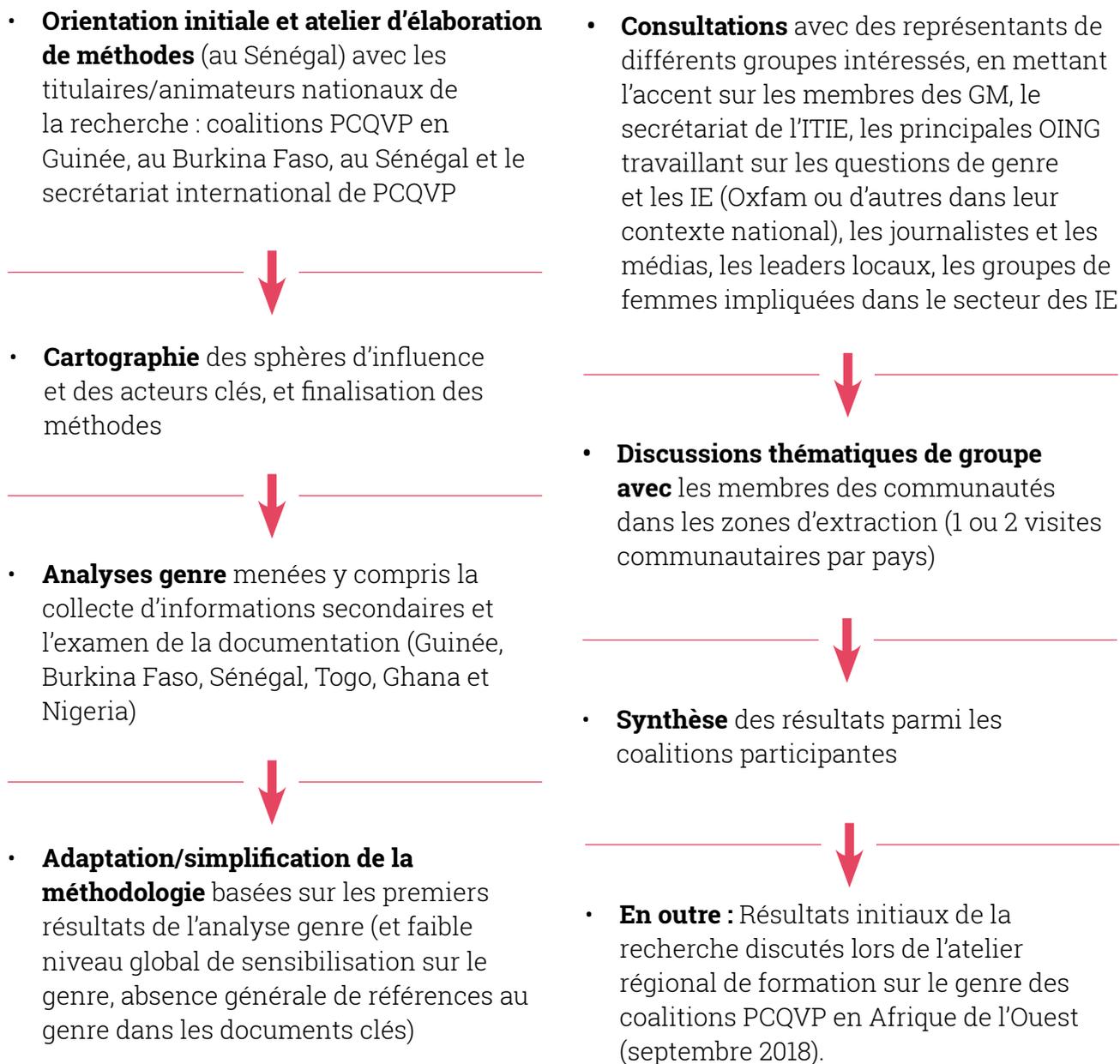
La cartographie était associée à quatre questions clés :

- (i) Comment nous organisons-nous ? (PCQVP et sa base de membres)
- (ii) Avec qui avons-nous un contact direct ? (Comme des acteurs de l'ITIE/membres de GM, ainsi que d'autres acteurs clés travaillent déjà sur le genre dans l'espace extractif, comme Oxfam, ou la communauté pour une gouvernance ouverte ou celle traitant de la transparence et de la reddition des comptes).
- (iii) Qui d'autre pourrait/est en train de mettre en relation des acteurs au sujet de la sexospécificité et des IE ? (D'autres acteurs qui sont nécessaires pour atteindre efficacement les titulaires ultimes de droits et amplifier la pression sur la façon dont le système fonctionne).
- (iv) Qui sont les détenteurs ultimes de droits ? (Comment sont-ils actuellement impliqués et/ou comment les boucles de rétroaction peuvent-elles être fermées et renforcées avec ceux ayant le plus d'enjeux dans le processus d'extraction).

¹⁵ Voir les rapports de chaque pays pour plus de détails.

Processus de recherche

Le processus de recherche a suivi les étapes principales suivantes:





3. PRINCIPALES CONSTATATIONS

3.1 Observations globales

- **Long chemin à parcourir - un nivellement des attentes est nécessaire**

La recherche effectuée par les coalitions nationales PCQVP a établi sans l'ombre d'un doute que la grande majorité des acteurs engagés dans l'univers PCQVP-ITIE au niveau national sont au début d'un long périple vers une sensibilisation et une analyse renforcées concernant les questions de genre dans le cadre de leur participation dans l'ITIE. Bien que certains efforts pour renforcer l'importance du genre dans les IE ont été lancés aux niveaux régional et international, obtenir les changements d'état d'esprit requis pour que cela soit une priorité dans les travaux en cours des GM semble loin d'être acquis. Même au niveau international (secrétariat international de l'ITIE), une analyse comparative entre les sexes serait utile pour mettre en évidence

des exemples pratiques et des conséquences dans l'ensemble des pays.

À ce stade, les quelques références qui existent au sujet du genre dans les principaux documents examinés au niveau national par les coalitions sont principalement l'expression d'aspirations par nature (ce qui devrait ou pourrait être fait par rapport à la pratique actuelle) avec peu d'accent placé sur le suivi des progrès ou les résultats d'efforts concrets à ce jour. Certains rapports sont également informatifs par nature (par ex. un groupe de femmes sur un site local a obtenu un financement) - mais encore une fois avec peu d'explications sur le pourquoi et avec quels effets, ou avec une analyse des injustices envers les femmes que le secteur des IE aurait pu contribuer à aggraver en premier lieu. Il semble aussi y avoir une compréhension assez peu développée sur les questions de genre parmi les coalitions PCQVP, les GM et plus largement l'ITIE (par

ex. dans les documents internationaux sur le genre produits par l'ITIE), le genre étant le plus souvent assimilé à un accent mis sur les femmes, ces dernières étant souvent décrites comme un groupe homogène et vulnérable, plutôt que comme une ressource.

L'implication est que de nombreux acteurs interconnectés (PCQVP, ITIE et d'autres engagés dans le secteur des IE) auraient besoin de renforcer leur compréhension et de mettre davantage l'accent sur le genre pour qu'un changement plus systémique de la culture et des et normes puisse avoir lieu. Bien que cela puisse sembler une tâche plutôt ardue, on peut aussi la considérer comme une aventure passionnante, où même les petits progrès sont en fait de véritables avancées.

Un tel changement progressif de la pensée et de la pratique exigerait cependant une sévère mise à niveau des attentes de PCQVP, car cela demandera du temps et une implication sans relâche au cours des prochaines années. Cela nécessite aussi des donateurs bienveillants, prêts à financer certains travaux de PCQVP sur le genre au cours d'une période plus longue, les deux premières années du projet pilote en marquant le début. L'intérêt et le « buzz » au sujet du genre découlant de cette recherche devraient être considérés comme un indicateur très positif (par ex. des preuves anecdotiques que « l'on parle maintenant du genre » dans certaines coalitions nationales PCQVP participantes, avec quelques autres OSC travaillant sur le genre/les femmes ayant demandé à devenir membres). Cependant, une première manifestation d'intérêt, en partie déclenchée par ce projet pilote de PCQVP, devrait être suivie par un certain nombre d'actions concrètes et de changements de pratiques afin de maintenir la dynamique.

• **Appropriation par les coalitions nationales de PCQVP et leurs alliés dans le pays**

Une première étape importante de cette recherche, et de la planification d'actions pour la suite, était de faire en sorte que les coalitions au niveau des pays et leurs alliés s'approprient l'ordre du jour sur l'égalité des sexes et l'associent plus étroitement avec le travail sur le secteur des IE auquel ils participent. Cela a demandé une combinaison de l'apprentissage, de la pratique et de la réflexion, de l'internalisation des conclusions afin que cela puisse être lié au travail des coalitions et la façon dont elles s'engagent dans l'ITIE. Il était donc important d'impliquer les coalitions nationales depuis le début (plutôt que de simplement impliquer les responsables du genre au sein des coalitions), même si certaines ont ensuite engagé des consultants locaux ou mis en place un point focal pour entreprendre effectivement la recherche.

Les analyses genre de leurs propres institutions par les six coalitions nationales PCQVP participantes en Afrique de l'Ouest ont été une première étape (Guinée, Sénégal, Burkina Faso, Togo, Ghana et Nigeria). Et les recherches plus approfondies menées par les coalitions nationales en Guinée, au Sénégal et au Burkina Faso peuvent être mises en place et développées dans la région. Cependant, comme c'est toujours le cas avec des tâches de recherche spécifiques, il existe un risque que les connaissances résident principalement parmi les consultants ou les personnes chargés de faire le travail à l'échelon local. PCQVP a organisé plusieurs formations pour impliquer un groupe plus large et discuter des résultats pour promouvoir l'appropriation par les coalitions elles-mêmes et l'apprentissage par les pairs. Il sera important que ces efforts se poursuivent et de fixer des jalons clairs pour intégrer les résultats dans la planification des coalitions, et suivre à l'avenir les résultats de tous les efforts d'intégration du genre.



- **Incitations peu claires pour les groupes de femmes**

Comme décrit et illustré ci-dessous, une ample expertise en matière de genre existe déjà au sein des coalitions nationales de PCQVP en Afrique de l'Ouest. Cependant, il semble y avoir un manque d'incitatifs pour vraiment tirer parti de ce savoir et l'associer plus étroitement à ce qu'il se passe dans le secteur des IE au niveau national, et utiliser efficacement l'expertise existante sur le genre par rapport à la mise en œuvre de l'ITIE où la société civile est représentée. Certains ont souligné le manque de financement ainsi que le manque d'intérêt, étant donné que - à l'époque de la rédaction de ce rapport - le genre n'était

pas mentionné dans la norme ITIE et n'était pas été considéré comme une priorité dans les délibérations des Groupes Multipartites.¹⁶ En outre, les organisations de femmes ont tendance à avoir leurs propres programmes et expertise, et n'ont pas les ressources pour se concentrer sur des questions comme les IE de sorte qu'elles peuvent considérer qu'il n'existe pas une pertinence directe pour leur travail ou les questions essentielles. Il serait important de mieux comprendre les facteurs de déclenchement pour une participation plus active de leur part (notamment sur les questions de fond) afin qu'elles se penchent sur ce thème à l'avenir.

¹⁶ Cela a été noté dans le rapport de recherche au Ghana comme une explication possible. Cependant, cela peut varier d'un pays à l'autre et aurait besoin d'être étudié plus amplement.

- **Clarté conceptuelle nécessaire, établir différentes «frontières» pour l'analyse comparative entre les sexes**

Il est ressorti d'une analyse de documents internationaux liés à l'ITIE, ainsi que de rapports nationaux de recherche, qu'il existe une tendance notable de se concentrer plutôt sur la façon dont les femmes participent dans le secteur des IE, en particulier lorsqu'il s'agit de possibilités d'emploi et d'avantages économiques (pour les femmes, pour les entreprises extractives et pour la société). Bien que ce soit très important, cela procure une vue assez unilatérale des nombreuses questions interdépendantes liées au genre affectant le secteur. Cela semble aussi plutôt instrumentaliste, se concentrant

d'avantage sur les questions d'équité (comme un moyen de profiter d'activités extractives) plutôt que sur l'égalité des sexes comme résultat du point de vue de la justice sociale.¹⁷ Bien que certaines OING mettent brillamment en lumière la dimension de justice sociale ainsi que les questions liées à l'accès équitable à l'emploi (notamment Oxfam), la documentation de l'ITIE est elle-même davantage instrumentaliste dans son approche, ne prenant souvent pas en compte le genre et la justice sociale dans leur ensemble. Plus de clarté sur le point d'entrée pour l'analyse comparative entre les sexes aiderait PCQVP à structurer l'engagement sur plusieurs dimensions de la question puisque la narration change en fonction de la manière dont vous placez la frontière, par exemple :



- Les femmes tirant des bénéfices sur un pied d'égalité **au sein** du secteur (approche de la chaîne de valeur, en mettant l'accent principalement sur les droits économiques et l'équité entre les sexes comme un moyen vers l'égalité des sexes, pas une fin en soi), avec une tendance à surveiller uniquement les intrants (nombre de femmes dans quels types d'emplois), mais il est également important d'examiner les extrants (effets sur la condition des femmes individuellement et collectivement, soins aux enfants, leadership des femmes, tendances genre) ;



- Les femmes bénéficiant d'une manière égale des ressources **générées par** le secteur (avec l'analyse portant sur les budgets et la transparence des finances publiques à différents niveaux - à partir d'une perspective plus large de l'égalité, avec la nécessité de suivre les résultats de l'investissement public sensible au genre sur les ressources des IE afin de déterminer les effets) ;



- Les femmes qui ne sont pas **disproportionnellement touchées** par les effets sociaux/sociétaux du secteur (par ex. dans le cadre d'une augmentation de la violence sexuelle dans les communautés affectées par les IE, l'exploitation des ressources alimentant un conflit prolongé, la perte de terres et de revenus en raison d'appropriations foncières, la perte de revenus agricoles en raison de la dégradation de l'environnement, la corruption et le marchandage politique informel, des tâches plus lourdes et non rémunérées dans le foyer lorsque les hommes partent pour de longues périodes afin de travailler sur les sites d'extraction, etc.).

¹⁷ Il est ressorti d'une analyse de documents internationaux liés à l'ITIE, ainsi que de rapports nationaux de recherche, qu'il existe une tendance notable de se concentrer plutôt sur la façon dont les femmes participent dans le secteur des IE, en particulier lorsqu'il s'agit de possibilités d'emploi et d'avantages économiques (pour les femmes, pour les entreprises extractives et pour la société). Bien que ce soit très important, cela procure une vue assez unilatérale des nombreuses questions interdépendantes liées au genre affectant le secteur. Cela semble aussi plutôt instrumentaliste, se concentrant davantage sur les questions d'équité (comme un moyen de profiter d'activités extractives) plutôt que sur l'égalité des sexes comme résultat du point de vue de la justice sociale. Bien que certaines OING mettent brillamment en lumière la dimension de justice sociale ainsi que les questions liées à l'accès équitable à l'emploi (notamment Oxfam), la documentation de l'ITIE est elle-même davantage instrumentaliste dans son approche, ne prenant souvent pas en compte le genre et la justice sociale dans leur ensemble. Plus de clarté sur le point d'entrée pour l'analyse comparative entre les sexes aiderait PCQVP à structurer l'engagement sur plusieurs dimensions de la question puisque la narration change en fonction de la manière dont vous placez la frontière, par exemple :



À l'heure actuelle, une approche plus instrumentaliste - se concentrant sur la façon dont les femmes peuvent bénéficier de différents aspects de la chaîne de valeur des industries extractives - tend à être la plus courante, utilisée par l'ITIE et d'autres (Banque mondiale, certaines OING). Cet accent est certainement pertinent, en particulier dans une perspective de gouvernance du secteur. Cependant, l'utilisation de cette conception en tant que telle risque de réduire la complexité de la question à l'hypothèse que toute extraction est bonne si seulement les femmes obtiennent un accès équitable

aux avantages, minimisant certaines questions de genre plus structurelles (par ex. la participation des femmes à la prise de décisions dans le cadre de la gouvernance locale, l'accès des femmes aux terres agricoles, l'augmentation potentielle de la violence sexuelle, les maladies transmises sexuellement, etc.). Cela exigerait une évaluation plus large des avantages présumés du secteur¹⁸ des IE en faveur du genre, et - si l'extraction est effectuée - de la façon dont il pourrait intentionnellement contribuer à remettre en cause les normes et pratiques discriminatoires qui prévalent.

¹⁸ Voir par exemple les outils de l'ONU Femmes et de PCQVP au sujet de la chaîne de valeur de l'extraction pour aider les militants à mener des actions de sensibilisation sur le genre le long de la chaîne de valeur de l'extraction pour créer un secteur plus responsable, ONU Femmes, 2014

3.2 Principales constatations

3.2.1 Représentation et questions de parité

La section suivante résume les conclusions depuis une perspective de parité, c.-à-d. la mesure dans laquelle les femmes et les hommes participent aux coalitions PCQVP, aux GM de l'ITIE et à d'autres processus de l'ITIE à différents niveaux - en particulier lorsqu'il s'agit de structures de gouvernance et de prise de décisions. La représentation descriptive des femmes à elle seule n'indique pas nécessairement qu'une question de fond relative au genre est soulevée. Le manque de solidarité entre l'élite et les femmes pauvres a par exemple été considéré comme un problème dans l'un des rapports de recherche ; et, comme il a été discuté lors de l'atelier de lancement avec des représentants de PCQVP¹⁹, les hommes peuvent également être clairement des responsables genre.

Cependant, la participation égale des sexes peut être considérée comme un droit en soi et peut avoir une valeur symbolique en ce sens qu'il devient plus acceptable de soulever des questions d'un point de vue différent et de faire en sorte que ceux qui sont généralement sous-représentés soient mieux entendus et écoutés dans l'établissement de l'ordre du jour. Cela peut aussi aider à briser les réseaux existants de pouvoir informel. Ce n'est, cependant, qu'un aspect de l'intégration du genre.

Question d'apprentissage 1 : où et comment les femmes (et les hommes) participent-elles actuellement aux coalitions de PCQVP et à la mise en œuvre de l'ITIE et quels sont les moyens d'accès, barrières et/ou normes dominantes qui peuvent affecter une participation égale entre les sexes?

Structures institutionnelles de PCQVP

Les femmes et les organisations de femmes sont dans l'ensemble largement sous-représentées dans les structures de gouvernance institutionnelle de PCQVP et les programmes de travail à ce jour (voir Annexe I). Bien que certains groupes de femmes aient figuré parmi les membres fondateurs des coalitions nationales de PCQVP dans certains pays, cela ne semble pas avoir eu d'effet significatif sur le nombre de femmes participant à la définition de l'ordre du jour pour les stratégies et les plans de travail de PCQVP ou à la mise en œuvre de l'ITIE.

Cependant, la bonne nouvelle est que l'ensemble des six coalitions nationales participantes ont pu identifier des compétences importantes en matière de genre parmi leurs propres membres. Cependant, parmi les membres dotés d'une expertise sur le genre, certains (voire la majorité) des groupes mettent l'accent sur les questions de genre sans nécessairement faire le lien avec le secteur des IE (voir l'Annexe 1 pour une ventilation par pays). Très rares

¹⁹ Atelier de lancement de la recherche organisé par PCQVP au Sénégal en mars 2018.

sont les groupes de membres se concentrant sur le recoupement entre genre et IE, même si Women In Mining et WACAM (groupe communautaire au Ghana) le font. PCQVP, en tant que coalition, pourrait devoir renforcer cette expertise pour qu'elle soit disponible au sein d'un groupe plus large d'organisations et qu'elle puisse être liée à l'engagement national dans le processus ITIE.

La recherche a identifié un ou deux exemples où un financement spécifique de projet a contribué à renforcer cette expertise. Par exemple, PCQVP Guinée serait bien placée pour tirer profit d'enseignements provenant de l'échelon communautaire au bénéfice de l'intégration nationale du genre et des efforts de plaidoyer/sensibilisation grâce à sa collaboration en cours avec l'ONUDI sur un projet impliquant les femmes dans la gestion des conflits et la prise de décisions dans les zones minières de deux régions rurales.²⁰ Jusqu'à présent, cependant, il existe peu de preuves de la façon dont des leçons spécifiques à une zone ou à un projet sur le genre sont transférées dans des opérations au niveau national. Il y a aussi peu de preuves d'un engagement au niveau national avec d'autres institutions et cadres institutionnels (par ex., stratégie nationale en matière de genre, plan national de développement économique et social, etc.) pour créer plus d'espace politique et favoriser un dialogue national. Un tel engagement pourrait constituer une approche particulière que PCQVP pourrait étudier davantage à l'avenir.

PCQVP Nigeria fournit un exemple intéressant d'une coalition nationale qui a donné la priorité à l'intégration du genre dans ses propres structures. Elle a également la possibilité de traduire cette dimension dans ses stratégies et politiques puisqu'elle vient juste de s'immatriculer (2018) en tant qu'organisation au Nigeria. À partir de sa

vaste base de membres, l'analyse genre a noté que dans l'une des six zones géopolitiques dans le pays (la zone sud-sud), 80 % des organisations membres avaient indiqué avoir placé un accent sur « les femmes et les questions de l'enfance ». Toutefois, la mesure dans laquelle ce travail est plus générique par rapport à la prestation de services pour les femmes et les enfants, ou s'il est davantage axé sur la justice genre/les droits des femmes est peu claire et pourrait nécessiter une distinction supplémentaire. Une classification supplémentaire pourrait indiquer s'ils travaillent également sur des questions liées aux ou affectées par les IE.

La même analyse genre par PCQVP Nigeria a également conclu que la coalition peut améliorer sa manière d'intégrer des préoccupations genre tant dans sa gouvernance interne que dans ses activités programmatiques bien que le genre soit généralement considéré comme une question centrale dans l'orientation opérationnelle de PCQVP au Nigeria. L'examen de la documentation a d'ailleurs montré que bon nombre des références genre dans les documents de PCQVP Nigeria semblent être l'expression d'aspirations ou informationnelles par nature, plutôt que de se rapporter à l'établissement de normes ou au suivi des résultats pour mesurer les progrès réalisés au fil du temps. Plus de références normatives, incorporant le genre dans la façon dont les choses sont faites, ainsi que des références orientées vers des résultats et d'origine communautaire serait une priorité pour documenter et faire rapport de façon croissante à l'avenir « de façon à ce que les avantages de l'intégration du genre dans le secteur de l'extraction puissent commencer à produire des retombées pour les citoyens. »²¹ Idéalement, et peut-être plus important encore, un suivi plus rigoureux des effets de la dimension genre au niveau

20 Mandiana et Sigiuri.

21 Analyse du genre, PCQVP Nigeria, août 2018.

local pourrait aussi commencer à remonter par « capillarité » jusqu'aux GM de l'ITIE et se répandre dans PCQVP en tant que coalition mondiale.

Participation aux processus de l'ITIE (y compris les GM)

Presque aucun des rapports ITIE examinés ne contenait de références genre, avec seulement quelques exemples de ventilation des données par sexe, mais sans aucune autre analyse de sa signification. Par exemple, bien que la Guinée ait adhéré à l'ITIE en 2005, et ait publié 12 rapports depuis, 2016 fut l'année où le genre fut mentionné pour la première fois, lorsqu'elle a été introduite relativement à la composition du GM.²² Cependant, le décret parle de la proportion de femmes dans le GM et n'aborde pas les questions de genre plus substantielles et institutionnelles quand il s'agit de la mise en œuvre. La recherche effectuée en Guinée a estimé que cela indiquait à quel point toute mention de questions liées au genre - même s'il ne s'agissait que de la représentation descriptive des femmes au niveau des GM à ce stade - était récente, et n'en était qu'au stade de l'expression d'aspirations (sans caractère contraignant). Cette tendance est similaire dans les autres pays où la recherche a été entreprise, le genre n'étant apparu comme une question qu'au cours des dernières années. C'est également le reflet de la façon dont le secrétariat international de PCQVP a traité le genre jusqu'à tout récemment, étant donné que c'est le Secrétariat International qui produisait des directives pour la mise en œuvre.²³

À la suite d'un effort déployé par le Secrétariat International de l'ITIE en 2018 visant à cibler le genre, le budget annuel proposé par le GM de la Guinée suggérait des allocations

dédiées pour accroître la participation des femmes dans le processus de l'ITIE. C'est la promesse d'un plus grand nombre de rapports sur les mesures concrètes et les résultats futurs puisque des références au sujet d'une intention qui ne sont que l'expression d'aspirations ne seront pas nécessairement concrétisées jusqu'à leur budgétisation pour suivre un plan d'action réalisable.

Quelques rapports de recherche ont noté que bien que PCQVP puisse aider à promouvoir la prise en compte du genre via la participation des OSC dans les GM, les OSC dans le réseau travaillent souvent en ordre dispersé quand il s'agit de questions liées à l'égalité des sexes et aux IE (quand elles travaillent sur la gouvernance des ressources naturelles/IE), chacune accomplissant ses propres activités avec peu d'efforts pour coordonner une plus forte représentation et une plus grande influence dans les processus de l'ITIE. Cela peut être dû à un manque d'incitations et de fonds pour le faire, et parce que les groupes locaux considèrent que d'autres questions pressantes au sujet des droits des femmes sont fondamentalement plus importantes pour leur travail plutôt que de s'engager dans des activités spécifiques aux IE. L'absence de toute référence sur les questions de genre dans la norme ITIE a également été soulignée comme un frein à l'action de la société civile sur ce thème en particulier lorsqu'il n'y a pas de possibilités perçues d'adoption ou d'influence.²⁴

En comparaison, il a été noté que les OING ont une meilleure coordination au sujet de ces questions, et qu'elles ont habituellement accès à une expertise plus importante en interne en matière de genre.²⁵ Plusieurs d'entre elles ont déjà effectué un processus d'intégration du genre dans leurs propres

22 Décret n° 2012/014 / PRG / SGG

23 Voir par exemple le blog de l'ITIE au sujet du genre, début 2018 <https://eiti.org/blog/eiti-pressing-for-progress-on-gender> ; <https://eiti.org/document/eiti-gender-equality>

24 Rapport de recherche pour l'analyse genre par PCQVP Ghana

25 Rapport de recherche sur le genre par PCQVP Sénégal.

activités. Une organisation comme Oxfam est donc un allié important dans la région Afrique de l'Ouest pour renforcer les capacités en matière d'expertise genre et potentiellement faciliter l'échange de connaissances.

Au niveau communautaire

Les obstacles à la participation au niveau communautaire se rapportent souvent à ceux de nature générale et profondément ancrés qui empêchent la participation des femmes à la gouvernance locale et à la prise de décisions. Dans les trois pays cibles (Guinée, Burkina Faso, Sénégal), il s'agit notamment de questions liées à la charge inéquitable pour les femmes que représente le travail domestique non rémunéré, des taux élevés d'analphabétisme dans les zones rurales, des questions liées à la violence sexuelle et des facteurs socioculturels qui restreignent les femmes à la sphère domestique et aux rôles plus traditionnels. Alors que ces facteurs peuvent contribuer au fait que les femmes participent moins que les hommes à la gouvernance locale en général, il peut également y avoir un problème de représentation entre les femmes pauvres des zones rurales et celles de l'élite. La recherche au niveau national a souligné le fait qu'il peut y avoir un manque d'un sentiment de solidarité parmi les femmes de l'élite, éduquées et élues ou désignées pour participer aux discussions de l'ITIE au niveau national envers les femmes pauvres dans les zones rurales où l'extraction se produit. Toutefois, il peut y avoir plusieurs facteurs contextuels expliquant cela, étant donné qu'il peut aussi être difficile pour les femmes de soulever des questions au sujet du genre dans les forums nationaux dans un environnement qui est largement dominé par les hommes en termes de normes, de culture et où les questions de genre ne sont pas considérées comme une priorité.

Ces obstacles sous-jacents sont profondément ancrés dans le contexte socioculturel et plus difficiles à changer avec des projets limités. Une approche plus globale, établissant des liens à d'autres initiatives d'autonomisation des femmes et fondées sur les droits, serait importante, car elle pourrait aider à créer les conditions permettant la participation des femmes au niveau local. Ceci peut être complété par des efforts plus spécifiques pour lier des leçons tirées et des réseaux de femmes au niveau local à ceux qui fonctionnent au niveau national, et plus spécifiquement sur les questions des IE.

Réflexions globales

Les faibles niveaux de participation des femmes dans les GM et les processus de l'ITIE peuvent être considérés comme au moins partiellement symptomatiques du fait que les femmes sont largement sous-représentées au sein de l'industrie, dans la sphère professionnelle, et parmi les détenteurs du pouvoir qui influent sur la gouvernance du secteur à un niveau informel/invisible. Il faudra donc adopter une approche plus globale pour briser certains de ces modèles systémiques, en travaillant avec une approche à plusieurs facettes et en nous engageant avec de nombreux groupes d'intervenants à différents niveaux tout en coordonnant plus étroitement à la verticale, entre les différents niveaux.²⁶ Des projets ciblés et isolés peuvent être utiles, mais seulement s'ils sont liés à/déclenchent un changement dans des processus plus larges.

En outre, si l'on examine la participation des femmes jeunes ou marginalisées, on constate qu'elle est à peu près inexistante dans les GM de l'ITIE. Il pourrait donc être également important d'utiliser les parties prenantes sur le terrain dans les processus nationaux pour veiller à ce que l'intersectionnalité du

26 Appelé « intégration verticale » dans le travail sur la reddition des comptes, voir : Fox, J., Aceron, J., « Doing Accountability Differently: A proposal for the vertical integration of civil society monitoring and advocacy ». U4 Issue, numéro 4, août 2016

genre soit incluse dans l'analyse. Des efforts particuliers pour que les voix de ces femmes soient entendues dans les processus seraient importants via un plus grand nombre d'initiatives ciblées.

Dans l'ensemble, les aspects socioculturels, y compris l'analphabétisme des femmes et leur statut dans la société, sont considérés comme les principales raisons de ce déséquilibre dans la représentation et la participation dans l'ensemble du secteur. Toutefois, ces facteurs doivent être décomposés en éléments réalisables dans la phase de planification de l'action ou risqueraient de servir de prétexte pour préserver le statu quo, en n'accomplissant que des actions symboliques qui ne contribuent pas à la transformation à un niveau plus fondamental.

3.2.2 Intégration du genre et ITIE

Cette section examine de plus près l'ITIE en tant que mécanisme d'intégration du genre dans le travail sur le secteur des IE avec un accent particulier placé sur les questions de fond (au-delà de la représentation descriptive). En se basant principalement sur l'analyse plus approfondie effectuée, elle cherche à répondre à la question d'apprentissage suivante :

Question d'apprentissage 2 : En nous fondant sur la pratique actuelle, comment (y compris l'utilisation des données) l'ITIE est/peut être utilisée pour favoriser l'égalité des sexes dans le secteur et atténuer les impacts négatifs des IE sur les droits des femmes ?

Les processus nationaux de promotion de l'égalité des sexes et l'engagement dans l'ITIE

Plusieurs des rapports nationaux de PCQVP ont noté qu'il y a un écart entre, d'une part, le solide cadre juridique national pour la promotion de l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (généralement dirigé par un ministère des Femmes ou équivalent), et, d'autre part, l'absence totale de références liées au genre quand il s'agit de cadres juridiques régissant le secteur des IE dans le pays. Le Code minier au Togo est un exemple :

“ Une analyse du Code minier (loi régissant l'exploitation minière) montre que les questions relatives à l'égalité des sexes ne sont pas du tout une préoccupation. La loi se concentre uniquement sur le développement du secteur et la manière de promouvoir les investissements. Aucune des dispositions de la loi ne se rapporte aux effets ou aux investissements en matière de genre.²⁷

Cet accent sur la promotion des investissements dans le secteur, et la capacité des hommes et des femmes à en bénéficier de manière plus équitable, est également visible dans les notes d'orientation de l'ITIE²⁸ et les propositions (janvier 2019) pour une révision de la norme ITIE afin d'inclure la référence au genre. Toutefois, étant donné que la norme ITIE vise également à « renforcer la gouvernance publique et d'entreprise, promouvoir la compréhension de la gestion des ressources naturelles et fournir des données pour

²⁷ Rapport de recherche sur le genre par PCQVP Togo.

²⁸ Voir par ex. ITIE et égalité des sexes, fév. 2018

informer et mener des réformes visant à lutter contre la corruption et améliorer la reddition des comptes... »²⁹, des efforts plus vastes et plus globaux pourraient être nécessaires pour établir un lien avec d'autres efforts nationaux de promotion de l'égalité des sexes.

Mener une analyse comparative plus poussée entre les sexes n'est pas systématiquement effectué dans le cadre des processus nationaux de l'ITIE à l'heure actuelle, mais cela pourrait être recommandé pour l'avenir, et/ou tirer parti des analyses existantes du genre avec un ajout sur la façon dont elle se rapporte au secteur des IE. La société civile aurait un rôle naturel à jouer en aidant à atteindre et mobiliser les groupes de femmes locaux pour alimenter un tel processus.

Il serait important d'inclure de telles questions d'analyse genre qui vont au-delà des « femmes » et de « la participation des femmes », et d'introduire plus systématiquement des concepts de « genre » et d'« égalité entre les sexes » (touchant à la fois les femmes et les hommes). C'est à ce jour grandement absent de la documentation de l'ITIE à l'échelle internationale et nationale, ce qui a été confirmé par des recherches spécifiques à des pays. Dans la recherche entreprise au Burkina Faso, il est même précisé qu'il était difficile de faire participer les hommes sur la question de genre puisqu'elle est considérée comme se rapportant aux femmes uniquement. Ceci illustre pourquoi les considérations de genre peuvent ne pas être prioritaires lorsqu'il s'agit d'établir les priorités des GM, étant donné le très faible niveau de participation de leurs membres ayant une compréhension plus nuancée des questions relatives au genre. L'exemple ci-dessous illustre ce point :

Le comité de pilotage de l'ITIE avait clairement exprimé le désir de voir les questions et les données spécifiques au genre reflétées dans

le rapport de 2016. Mais le responsable avait des réserves à ce sujet, et hésitait à demander aux sociétés minières et au gouvernement des données ventilées par sexe qu'ils n'avaient pas l'habitude de rassembler.³⁰

L'exemple ci-dessus montre le manque perçu d'importance pour la question, et illustre presque une barrière culturelle empêchant de soulever la question auprès de l'État et des parties du secteur privé³¹. Il a également été signalé que les GM présentent de fortes disparités, et que les décisions relatives à l'ordre de priorité des questions dépendent beaucoup de leur leadership.

Dans ce contexte, il a été souligné que le secrétariat international de l'ITIE a un rôle important à jouer. Dernièrement, quand les questions de genre ont été mises en évidence par le secrétariat international de l'ITIE, cela a suscité l'intérêt d'autres parties.³² Les secrétariats internationaux de l'ITIE et de PCQVP pourraient rendre les conseils et les notes en matière de bonne pratique plus accessibles et disponibles pour inspirer les autres parties. De plus, des exemples et des lignes directrices plus claires pourraient être fournis sur la façon de mieux travailler avec des concepts relatifs au genre.

Rapports ITIE

Une priorité dans tous les pays cibles a été la nécessité d'avoir accès à un plus grand nombre de données ventilées par sexe (voir la recommandation ci-dessous). Ces données devraient aller au-delà de l'emploi dans le secteur pour couvrir également d'autres statistiques pertinentes pour chaque phase et chaque étape du processus d'extraction, ainsi que l'analyse désagrégée des dépenses et des versements à l'échelle nationale. Il a été estimé qu'avoir de telles données faciliterait le fait de soulever des questions de dimension

29 Fiche technique de l'ITIE, novembre 2017

30 Rapport de recherche de PCQVP Burkina Faso

31 Tel que perçu/enregistré par l'auteur du rapport de la coalition nationale PCQVP.

32 Voir la note d'information sur l'ITIE et l'égalité des sexes rédigée en 2018 : <https://eiti.org/document/eiti-gender-equality>

genre. S'il existe un écart important entre les hommes/femmes dans les données, il serait légitime d'en examiner les raisons et d'analyser comment cela pourrait être atténué ou autrement traité de sorte que le processus des IE n'aggrave pas les inégalités existantes entre les sexes au niveau local et dans l'ensemble du pays.

Types de mesures prises à ce jour

L'examen de la documentation a révélé qu'il est clair que les actions visant à intégrer les questions de genre, le cas échéant, sont principalement l'expression d'aspirations par nature quand il s'agit de l'ITIE en tant que mécanisme. Dans certains pays, notamment au Sénégal, il y a une absence totale de références aux questions de genre dans les rapports, la planification stratégique et les rapports de suivi sur la mise en œuvre. Cette absence confirme l'importance d'intégrer une perspective de genre dans les différentes phases du processus de l'ITIE, et de suivre les intrants dans les efforts d'intégration de genre ; des moyens de financer ceci (budget dédié pour, par exemple, embaucher un expert du genre/mener des consultations séparées avec les femmes et les groupes de femmes lors des entrevues) ; et des méthodes et approches pour le suivi des résultats en matière de genre. La recherche menée au Burkina Faso a signalé l'absence de financement pour entreprendre des activités liées à l'égalité entre les sexes, soulignant le fait que ce n'est pas considéré comme une priorité.

Les documents examinés à ce jour ne donnent pas de détails précis sur les actions ou les

résultats jusqu'à présent. Néanmoins, cette constatation est une importante référence pour les efforts de suivi qui suivront. L'analyse genre entreprise au Ghana souligne qu'« il ne fait aucun doute que les fonctions [du GM] peuvent être exploitées pour engendrer (sic) l'ITIE au Ghana. » Elle pointe précisément le mandat d'élaborer des politiques et des lignes directrices sur la mise en œuvre de l'initiative, ce qui offre au GM la possibilité d'exiger une ventilation des données par sexe. Cependant, jusqu'à présent, cela n'a pas été priorisé ou demandé. L'actuel plan de travail de l'ITIE au Ghana ne comporte également pas d'activités prévues pour lesquelles les préoccupations genre sont visiblement prises en considération.

Les rapports de recherche ont noté un faible niveau de compréhension des questions genre parmi les répondants des gouvernements. Une formation peut aider, mais il existe un degré élevé de roulement du personnel, ce qui limite la mémoire institutionnelle et l'expertise. Certains concluent, par conséquent, que la société civile devrait prendre une plus grande part de responsabilité afin de s'assurer que les questions genre soient sur la table, et présentes dans les mesures de suivi.

Bien que peu des coalitions nationales participantes de PCQVP aient pris des mesures concrètes pour intégrer les questions genre dans le processus ITIE lorsque cette recherche a été effectuée, certaines avaient des projets spécifiques (limités) sur le sujet, ou des rapports spécifiques tels que celui présenté ci-dessous au Nigeria :

Nigeria : Publication pour les médias

« Pourquoi nous devons prioriser le genre et les industries extractives »

Il s'agit d'une publication de PCQVP Nigeria figurant sur son site Web. L'accent est mis principalement sur le genre et le secteur de l'extraction.

Classification de la documentation : Expression d'aspirations par nature



- i. Publiez Ce Que Vous Payez Nigeria invite la société et les décideurs politiques à jouer un rôle actif et pragmatique dans le traitement des questions de genre dans le secteur extractif.



- ii. Alors même que le Nigeria prévoit des investissements massifs dans son secteur minier, nous attendons toujours des politiques claires sur la façon de protéger les femmes dans le secteur extractif. L'État devrait savoir que le secteur de l'extraction affecte les femmes et les hommes de différentes façons. Ainsi, il est fondamental de mettre en place des politiques, des cadres juridiques et réglementaires, qui reconnaissent et répondent à ces différences. Alors que nous commençons à faire pression pour des politiques de contenu local, il nous faut privilégier des moyens d'assurer que les femmes et les enfants bénéficient de l'activité extractive et y participent..

Source: Analyse genre par PCQVP Nigeria

En même temps, l'analyse genre au Nigeria a indiqué que pour l'une de leurs principales activités - un atelier sur la reddition des comptes pour les membres du GM - seuls 12 participants sur 45 étaient des femmes, et qu'aucune considération genre n'avait été manifestée au cours de la formation ou des délibérations.³³ Même ainsi, la coalition nationale PCQVP au Nigeria a fait preuve d'un haut degré de sensibilisation aux questions

de genre, notamment en ce qui concerne la formation des journalistes sur la couverture des questions liées au genre dans le cadre des IE, un atelier pour discuter de la façon d'intégrer le genre dans les engagements de l'OGP concernant les ressources naturelles, avec un travail communautaire entrepris par certains membres qui mettent l'accent sur les questions de genre dans les sites miniers.

³³ Rapport de recherche sur le genre par PCQVP Nigeria.

Ventilation des données par sexe

Tel que mentionné précédemment (voir également l'Annexe 3), le rapport ITIE 2016 du Burkina Faso comportait une ventilation par sexe des données d'emploi pour ceux qui travaillent directement dans les mines, notant que moins de 3 % (2,93 %) étaient des femmes. Cependant, le rapport n'a fait aucune autre référence à l'égalité des sexes ou à la façon dont cette disparité pourrait être compensée ou abordée. Pourtant, une telle disparité est susceptible de pénaliser encore plus les femmes dans l'accès à l'emploi ou aux opportunités économiques dans la région. Étant donné que de nombreux hommes passent du temps loin de chez eux pour travailler dans les mines, cela peut également contribuer à reléguer les femmes encore plus dans leurs foyers, les piégeant dans un travail non rémunéré et improductif pour combler le vide.

Tout cela a un prix - pour les femmes et les familles elles-mêmes, mais aussi pour l'ensemble de la communauté. Des investissements sociaux pourraient aider à compenser ce coût et s'assurer que les inégalités ne soient pas aggravées, et soient de préférence réduites. Pourtant, à ce jour, il n'y a pas d'exemple de suivi des données au niveau des extrants pour voir comment cela fonctionne dans la pratique. C'est quelque chose qui pourrait être demandé par les représentants de la société civile au sein du GM. Le rapport de PCQVP Burkina Faso, par exemple, suggère de suivre la proportion du Fonds minier de Développement proposé affectée aux efforts visant à compenser les effets sexospécifiques négatifs et à investir positivement en faveur des femmes - non pas parce que les femmes sont « vulnérables », mais pour s'assurer qu'elles soient à juste titre incluses dans les efforts de développement local qui pourraient autrement les ignorer injustement.



4. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

4.1 Implications pour PCQVP

Cette section examine les implications de la recherche pour PCQVP et ses coalitions nationales d'une manière plus générale, sur la base des expériences enregistrées en Afrique de l'Ouest. Elle fait la synthèse des contributions à la question d'apprentissage suivante :

Question d'apprentissage 3 : Comment les coalitions PCQVP peuvent-elles contribuer à favoriser pour la suite une représentation égale des deux sexes et à faire progresser les questions importantes en matière de genre dans leur travail?

1. Une meilleure sensibilisation est nécessaire - à la fois sur le pourquoi et le comment de l'intégration du genre

L'ensemble des coalitions nationales participant à cette recherche ont suggéré qu'une meilleure sensibilisation sur le genre était nécessaire ainsi que sur les raisons de son importance dans le cadre des IE, à de nombreux niveaux et sous différents angles. Il a en outre suggéré que cette sensibilisation doit se faire tant au sein du réseau PCQVP que parmi ses membres, ainsi qu'avec les structures de l'ITIE.

Pour les participants au GM de l'ITIE, il serait particulièrement important d'avoir une certaine sensibilisation pour faire en sorte que les demandes en faveur d'une représentation plus équilibrée entre les sexes ne soient pas considérées comme étant « symboliques » ou simplement imposées depuis l'extérieur. Les coalitions devraient élaborer leurs propres

stratégies de sensibilisation, et il a été suggéré qu'il serait important de combiner différentes approches - avec une orientation plus pratique et des sessions de formation, en soulevant également la question via les médias/la plaçant dans le discours public et politique. Les reportages dans les médias devraient éviter de victimiser les femmes et devraient plutôt aborder les droits, en couvrant à la fois les droits socio-économiques et politiques des femmes. .

Au niveau international (reflétant les structures mondiales de mise en œuvre de l'ITIE), la nécessité d'une formation sur le genre pour les membres du conseil et du secrétariat international de l'ITIE a également été abordée durant le processus de recherche lors de l'examen de leurs stratégies et de leur plan de travail³⁴. Dans ces derniers, il y a peu d'engagement sur la façon d'atteindre des résultats en matière de genre, ainsi que sur un suivi régulier des résultats propres au genre. Une suggestion pourrait être d'inviter le secrétariat international de l'ITIE à proposer un cadre de suivi des résultats genre (en tirant parti de méthodes telles que celles adaptées/développées pour cette recherche ou similaire).

PCQVP et les membres de la société civile pourraient également jouer un rôle pour s'assurer que les résultats soient systématiquement suivis dans le cadre de la mise en œuvre de l'ITIE. Il a été également noté, dans le cadre de cette recherche, que le plan international de l'ITIE n'était pas très ambitieux s'agissant du genre. La conceptualisation désignait souvent les femmes comme étant « vulnérables », comme un groupe homogène (plutôt que d'avoir une analyse davantage intersectionnelle)³⁵, et avec un accent mis sur la façon dont les femmes pourraient bénéficier de l'ITIE plutôt que la façon dont l'ITIE pourrait également

bénéficier de la participation des femmes et d'une meilleure prise en compte de leurs vues.³⁶ Il serait bon pour la suite d'identifier et d'être sensibles à ce type de conceptualisation et à cette manière stéréotypée de se référer aux femmes.

2. Orientations générales concernant les groupes de femmes sur la question de l'extraction et le processus de l'ITIE

Pour atteindre une plus grande sensibilisation au sein de la coalition mondiale PCQVP, quelques initiatives ont été déjà entreprises dans le cadre de ce projet pilote, complétées par des ateliers et des formations dans la région. À l'avenir, il sera important d'intégrer et de tirer parti plus activement de l'expertise existante sur le genre (et surtout ceux qui travaillent sur le genre et les IE) parmi les membres de PCQVP, tant pour les inciter à devenir plus actifs que pour aider à contextualiser la compréhension parmi les membres dans leur ensemble.

Une partie importante des analyses genre menées par les coalitions nationales PCQVP consistait à localiser l'expertise pertinente du genre au sein de la coalition. Bien que parfois celle-ci puisse résider dans des organisations avec un accent particulier mis sur le genre, elle peut aussi se trouver parmi ceux qui ont systématiquement intégré une perspective genre dans leurs travaux. Au Ghana, par exemple, le Trade Union Congress (TUC) a joué un rôle important dans la formation des femmes au leadership - quelque chose qui pourrait aussi être davantage lié au renforcement du leadership des femmes dans le secteur des IE.³⁷

Bien que le TUC se concentre sur la participation des femmes dans le syndicat, il ne ressort pas clairement s'il traite activement de questions

34 Y compris le plan de travail 2019 qui a été partagé avec le secrétariat international de PCQVP à titre de projet.

35 L'analyse intersectionnelle fait référence au fait de chercher à comprendre et de répondre à la manière dont l'identité genre recoupe et est constituée par d'autres facteurs sociaux tels que l'âge, l'origine ethnique et l'orientation sexuelle.

36 Questions également soulevées par Oxfam

37 Pour plus de détails, voir le rapport d'analyse genre de PCQVP Ghana.

spécifiques au secteur des IE. Oil Watch Ghana - un membre de PCQVP au Ghana qui se concentre uniquement sur le secteur des IE - est d'autre part plutôt silencieux s'agissant du genre. Un examen documentaire de plusieurs de leurs documents stratégiques et programmatiques a constaté une absence totale de références au genre, illustrant une fois encore la nature compartimentée de la façon dont les questions de genre sont actuellement traitées par le gouvernement et la société civile. Des organisations comme WACAM - une ONG communautaire menant des actions de plaidoyer dans les domaines des droits humains et des conséquences environnementales de l'activité minière dans une zone d'extraction au Ghana - peuvent jouer un rôle important en aidant à combler ce fossé puisqu'elles possèdent une expertise à la fois du secteur, et sur les questions connexes de genre.

De tels efforts doivent être complétés et mis à l'échelle au niveau national. En fait, l'analyse genre par PCQVP Ghana conclut que l'ensemble du processus de l'ITIE au Ghana - y compris PCQVP en tant que coalition de la société civile - n'est pas encore parfaitement conscient des liens entre genre et IE, à l'exception d'une petite OSC communautaire, WACAM. Elle demande que les rapports de l'ITIE deviennent sensibles au genre et incluent une ventilation des données par sexe pour visualiser le problème et que d'autres organisations s'impliquent.

Plusieurs des coalitions nationales PCQVP (notamment au Sénégal) tirent largement parti de l'expertise genre dans l'ensemble de leur réseau d'alliés et de partenaires afin de renforcer leurs capacités dans ce domaine, impliquant principalement Oxfam, l'OSIWA et WILDAF, entre autres.



Des liens plus forts avec le mouvement des femmes à l'échelle nationale/des réseaux de journalistes femmes pourraient également être établis. Une partie de la recherche a souligné que les groupes de femmes sur le terrain peuvent ne pas être très au courant du secteur des industries extractives - en ne sachant surtout pas comment il fonctionne au niveau national - et même se sentir intimidés par lui. Cela peut aussi être le cas pour certains des journalistes, et les journalistes femmes qui pourraient autrement être intéressées par le sujet.

Pour que les militantes féministes et les journalistes femmes jouent un rôle plus important, une formation spécialisée sur le secteur de l'extraction, le processus de l'ITIE, pourquoi c'est important, et qui est qui dans cet univers pourrait aussi aider à combler le déficit de compétences. Les groupes locaux peuvent jouer un rôle important dans la collecte de récits auprès des femmes, et la mise en place d'un répertoire contenant des témoignages relatifs au changement sur le terrain.

3. Encourager activement une participation égale des femmes dans les GM, ainsi que dans les autres forums de prise de décisions et d'engagement dans l'ITIE, en faisant en sorte qu'ils soient des «espaces protégés» ainsi que dans des espaces d'influence potentielle pour soulever et discuter des questions de genre

Il ressort des recherches que l'introduction d'un quota de femmes peut ne pas être la meilleure solution pour la promotion de l'égalité des sexes dans la prise de décisions de l'ITIE via le GM. Chacun des trois collèges - le gouvernement, l'industrie et la société civile - est responsable de la sélection de ses représentants. Les représentants des gouvernements et du secteur privé sont souvent désignés en raison de leur

fonction (et plus d'hommes que de femmes occupent actuellement ces fonctions). Un quota au niveau du collège ou à celui du GM s'accompagnerait donc de difficultés évidentes. Pour la société civile, qui a tendance à être représentée par des organisations plutôt que par des personnes en charge d'une fonction, un quota serait plus facile à gérer. Cependant, imposer un quota pour le GM dans son ensemble, sans examiner la représentation de chaque collège, exercerait une pression inéquitable sur le collège de la société civile et pourrait potentiellement avoir des effets négatifs (par exemple, un collège de la société civile exclusivement composé de femmes peut être plus facilement « rabaissé » à cause de la dynamique du genre que ce rapport a mis en évidence).

Cependant, dans les directives pour la participation et le code de conduite de l'ITIE, la question de l'égalité de participation pourrait être plus systématiquement soulevée, indiquant qu'il s'agit d'une responsabilité collective pour s'assurer que les voix des femmes soient à la fois entendues et écoutées, et que les questions de genre soient toujours considérées dans le cadre des délibérations. Une représentation symbolique doit être évitée, car elle peut conduire à une réaction, affectant également les questions de genre plus substantielles. Il serait plus important de s'assurer que les GM constituent un espace sûr pour soulever et discuter des questions de genre, et d'aborder plus clairement ceci dans les documents internes (tels que le code de conduite), des discussions pouvant aider à rendre cela possible.

La société civile pourrait s'assurer d'entreprendre un suivi annuel sur la participation des femmes, en utilisant les données de référence de cette recherche pour encourager un dialogue éclairé avec les autres parties sur les progrès accomplis. Il serait également intéressant de mettre en lumière des exemples où la participation des femmes à différents niveaux peut être liée à des facteurs externes, liée à d'autres

indicateurs nationaux de l'égalité entre les sexes et d'autres questions relatives aux droits des femmes.

Lier le processus ITIE horizontalement, aux performances du pays quant aux indicateurs de l'égalité entre les sexes et aux engagements dans leur ensemble, et verticalement, aux membres de la société civile sur le terrain, pourrait potentiellement aider à transformer l'ITIE en une plate-forme plus stratégique pour que la société civile, et les groupes des droits des femmes en particulier, puissent intervenir.

4. Des projets ciblant le genre peuvent être utilisés comme «déclencheurs» pour intégrer les enseignements dans les efforts globaux d'intégration au sein de l'ITIE, mais ne sont pas suffisants pour une intégration plus large s'ils ont lieu dans l'isolement ou en tant qu'activités parallèles à d'autres actions de plaidoyer sur le genre.

L'ITIE pourrait potentiellement être une plate-forme importante pour faire progresser les discussions politiques et l'action au sujet des liens entre genre et IE. Alors que les représentants de la société civile peuvent jouer un rôle important dans l'utilisation plus efficace de cette plate-forme, il ressort également de la recherche qu'il reste un long chemin à parcourir pour que l'ITIE tienne compte de la problématique hommes-femmes et devienne au final un mécanisme de transformation du genre. Des projets ciblés (par ex. entre PCQVP Guinée et l'ONUDI dans des sites de projet ruraux en Guinée) peuvent potentiellement être utilisés de manière plus stratégique pour informer et surveiller la mesure dans laquelle l'intégration du genre via l'ITIE a un effet réel sur le terrain. Il existe par ailleurs un risque que les projets ciblant le genre financés de façon spécifique se déroulent dans l'isolement par rapport à des

changements systémiques plus larges sur la façon dont les questions de genre sont prises en considération et traduites par des faits au sein de l'ITIE.

Les coalitions nationales PCQVP pourraient jouer un rôle plus important dans la collecte de preuves depuis les travaux sur le terrain et le fait de les lier aux discussions de politique nationale.

5. Lier les questions de genre connexes aux IE avec d'autres cadres plus larges de politique nationale (politique nationale d'égalité entre les sexes, etc.) est important pour inciter le secteur des IE à travailler davantage sur le genre.

Il sera particulièrement important de lier les leçons qui se rapportent davantage aux droits, qui peuvent ne pas obtenir autant d'attention lors des délibérations de l'ITIE, avec d'autres dialogues sur les politiques nationales et les canaux d'influence, par exemple, les ministères nationaux pour l'Égalité entre les sexes (ou équivalent). Tous les pays pilotes semblaient disposer de cadres légaux et avoir mis en place des politiques nationales pour la promotion de l'égalité entre les sexes. Cependant, ces politiques ne sont pas clairement (le cas échéant) liées au secteur des industries extractives. Par exemple, la politique nationale pour l'égalité entre les sexes en Guinée à partir de 2011 (elle a été amendée en 2017) ne contient qu'un court paragraphe sur les femmes dans l'industrie minière, ce qui est de nature descriptive en ce qui a trait aux rôles actuels des femmes, et n'établit pas d'objectifs clairs ou d'appels à l'action.

Utiliser à la fois l'ITIE pour soulever les questions de genre, et les plates-formes sur le genre de concert avec les représentants du ministère pour lier plus clairement leur travail avec des défis propres au secteur (qui

se posent dans les communautés minières, mais aussi avec des conséquences nationales) serait important afin d'élargir la façon dont les questions relatives à l'égalité des sexes et les IE sont actuellement analysées et discutées. Par exemple, bien que la documentation générale évoque grandement la façon de promouvoir un secteur plus équitable en termes de développement économique/possibilités d'emploi, d'autres questions de justice sociale avec une forte composante en matière de droits humains sont moins mentionnées, par exemple les liens entre l'extraction des ressources et la violence sexuelle, ou le rôle des IE dans les

conflits qui peuvent indirectement entraîner une augmentation de la violence contre les femmes.

Des liens plus clairs pourraient également être établis entre les efforts nationaux de promotion de la ventilation par sexe des données nationales (par exemple, via les ministères de la Planification) et le lobbying pour la ventilation obligatoire des données recueillies dans le secteur des IE relativement aux processus nationaux de l'ITIE. Une recommandation spécifique figurant dans le rapport de la coalition nationale de PCQVP au Burkina Faso est par exemple de former



un partenariat avec le secrétariat national pour la promotion de l'égalité des sexes afin d'établir un lien plus cohérent entre ses travaux et ceux du secrétariat de l'ITIE.

Tous les rapports de recherche ont examiné les cadres nationaux en matière de genre et les engagements internationaux en faveur de l'égalité des sexes adoptés dans leurs pays respectifs (par ex. le protocole de Maputo pour les droits des femmes africaines, CEDAW, etc.). Tous ont également conclu que les cadres politiques faïtiers étaient favorables à la promotion de l'égalité des sexes à un niveau plus général. Cependant, il n'y avait pas d'exemple indiqué sur la façon dont ce cadre faïtier pourrait être exploité et utilisé plus pour favoriser l'égalité des sexes et faire pression sur l'ITIE, par exemple, pour aider à faire progresser les objectifs en matière d'égalité des sexes (par ex. via la promotion des droits économiques des femmes, de l'inclusion sociale, de la participation à la prise de décisions et à la gouvernance locales, etc.).

Au contraire, parmi les lois spécifiques aux IE examinées (par ex. code minier, lois anti-corruption, etc.), aucune ne contient spécifiquement des considérations genre.

6. Faciliter l'accès et l'utilisation de données ventilées par sexe et des statistiques sur le genre

La recherche a révélé très peu d'exemples de données ventilées par sexe étant systématiquement recueillies et analysées dans le cadre du processus des rapports de l'ITIE. C'est préoccupant et ce serait une première priorité pour le plaidoyer, puisque les effets genre des interventions dans les IE ne peuvent pas être suivis ou discutés sans une solide base de données factuelles. Deuxièmement, bien sûr, la capacité à synthétiser, valider et analyser ces données

devrait être renforcée à différents niveaux d'engagement (au sein de la société civile ainsi que parmi les membres du GM).

Comme un exercice de suivi pour cette recherche initiale, il pourrait être intéressant d'examiner plus en profondeur quelles données pertinentes sont systématiquement recueillies par d'autres entités gouvernementales (ministère de la Parité, ministère de la Planification, etc.), les sociétés extractives, les organisations internationales, et d'autres parties prenantes de l'ITIE (société civile) et où il y a des lacunes. Une limite de cette recherche initiale a été qu'elle n'a fait le point que de ce qui est actuellement recueilli et utilisé dans le cadre du processus des GM de l'ITIE, et sur l'engagement de PCQVP dans ce processus, au lieu d'effectuer une analyse plus complète des données grâce à des sources de données complémentaires et alternatives.

En principe, cependant, les rapports de la coalition nationale PCQVP conviennent que toutes les données recueillies systématiquement devraient, chaque fois que possible, être ventilées entre les sexes dans le cadre du processus de l'ITIE. Cela ne demanderait pas nécessairement beaucoup d'efforts supplémentaires puisque, par exemple, les données sur l'emploi ou celles sur la propriété foncière ou les indemnisations devraient déjà enregistrer ces informations. Enfin, les groupes de femmes sur le terrain pourraient jouer un plus grand rôle dans la collecte et l'ajout d'intrants qualitatifs dans les données sur le genre, si on leur en donne les moyens et si on les soutient.

Les rapports de la coalition nationale PCQVP ont montré que beaucoup d'intervenants consultés ont demandé un plus grand nombre de données ventilées par sexe pour mieux expliquer pourquoi le genre est pertinent en ce qui a trait aux activités des IE. Au Burkina Faso, les suggestions comprenaient :

- La ventilation par sexe et celle des femmes (y compris les personnes handicapées, les jeunes, les enfants), en particulier celles consultées via des processus de consentement libre, préalable et informé (FPIC) avant qu'un projet soit approuvé pour un site d'extraction ;
- En cas d'éloignement ou de perte de l'utilisation des terres, le niveau de valeur et le montant de l'indemnité versée (par sexe), notamment en ce qui concerne l'utilisation par les femmes de terres et/ou de la propriété communautaires ;
- Ventilation par sexe de l'affectation des revenus (au niveau local et national) de l'extraction (notamment la fiscalité) ;
- L'accès et le niveau des responsabilités des femmes/hommes dans des emplois nouvellement créés ;
- Les prestations sociales pour les femmes et les hommes versées par les entreprises extractives ;
- L'intégration d'une perspective sexospécifique, et la nomination d'une équipe qualifiée en sexospécificité dans les termes de références (TDR) pour la collecte de données par le coordonnateur de l'ITIE ;
- Le nombre de femmes entrepreneurs auprès desquelles les sociétés minières s'approvisionnent en produits ou services ;
- Le nombre de femmes/hommes qui bénéficient du perfectionnement des compétences (enseignement STEM sciences, technologies, ingénierie et mathématiques- pour les filles dans les

écoles, compétences en entrepreneuriat, compétences d'artisanat, etc.) dans les zones touchées par l'exploitation minière afin de profiter de l'activité économique ;

- Le nombre de réunions officielles/liens établis entre le ministère des Mines et, par ex., le ministère de la Femme, de la Solidarité nationale et de la Famille.

L'importance des lois sur l'accès à l'information, de pair avec d'autres efforts pour avoir plus de données ventilées par sexe de tous les secteurs dans les processus de planification nationale, a également été mentionnée par quelques-uns des rapports des coalitions nationales.³⁸ Cela, il a été estimé, pourrait permettre aux acteurs de la société civile d'accéder à d'autres données ventilées par sexe qui sont pertinentes par rapport à la capacité des femmes à bénéficier de (ou éviter d'être affectées négativement par) l'activité des IE. Ces données ont été perçues comme particulièrement nécessaires en ce qui concerne les dépenses budgétaires sensibles genre (et les indemnités communautaires à l'intention des femmes), la capacité des femmes à participer à l'économie formelle, les femmes chefs d'entreprises, et aussi des indicateurs de santé de base et en particulier liés à la prévalence de la violence sexuelle, de la prostitution et du VIH/SIDA sur les sites d'extraction.

Les investissements sociaux (par les entreprises et par les gouvernements locaux, par exemple à travers les fonds de développement local) doivent être suivis - non pas seulement en termes du montant dépensé (comme c'est actuellement la pratique) - mais en termes de résultats, et il faut savoir si ces résultats renforcent les possibilités pour les femmes de tirer profit du développement économique de la région. Cela est particulièrement important en comparaison de la ventilation par sexe de ceux qui obtiennent un accès à l'emploi par

³⁸ Voir par ex. le programme phare de l'ONU Femmes sur les données ventilées par sexe : <http://www.unwomen.org/en/how-we-work/flagship-programs/making-every-woman-and-girl-count>

l'intermédiaire de sociétés d'extraction dans la région (les femmes semblant en bénéficier très peu à ce jour). Investir dans d'autres opportunités économiques et de leadership local pour les femmes contribuera également à s'assurer que - au fil du temps - plus de femmes puissent également participer dans le secteur extractif, et/ou faire partie des mécanismes de prise de décision déterminant les conditions de l'engagement pour toute activité extractive dans la région. Il sera important de mener des actions de plaidoyer pour le suivi de ces données afin de voir de telles corrélations se développer au fil du temps.

Lorsque de telles données ventilées par sexe existaient, il n'était pas clair comment elles étaient utilisées par le GM pour formuler des recommandations de politiques ou par des coalitions nationales de PCQVP dans le cadre de leur travail continu de suivi et de plaidoyer. Utiliser plus activement les données démontrerait la nécessité de ventiler par sexe et d'analyser de façon plus uniforme ces données dans une perspective

genre. Par exemple, en plus de les utiliser pour le dialogue dans le GM, les journalistes actifs dans les coalitions nationales PCQVP pourraient employer ces données dans leurs rapports, s'ils sont formés pour le faire.

En plus de demander un renforcement des normes et des exigences pour des données ventilées par sexe dans le cadre de la norme ITIE au niveau international, les coalitions nationales de PCQVP peuvent également s'assurer que ces données sont accessibles et encourager leur utilisation parmi les membres.³⁹

La société civile peut également vouloir compléter plus systématiquement les données recueillies officiellement avec son propre suivi. Cela pourrait être particulièrement important lorsqu'il s'agit d'effets sur la vie des femmes liés aux ressources des IE, comme la propension à la corruption, le favoritisme politique, les conflits prolongés et la violence sexuelle - des domaines que les GM de l'ITIE peuvent être plus réticents à suivre ou discuter systématiquement.



³⁹ Voir les rapports de la coalition nationale PCQVP pour des détails spécifiques aux pays.



Annexe I. Sommaire des analyses genre par PCQVP sur la participation⁴⁰

	Membres de PCQVP	Gouvernance de PCQVP	Membres de PCQVP avec des activités se rapportant spécifiquement au genre	Membres des groupes multipartites	Secrétariat national de l'ITIE	Utilisation des données ventilées par sexe ou d'autres références à la participation des femmes
Guinée	26 membres, dont 4 associations de femmes (dont une a été parmi les 12 membres fondateurs)	Conseil d'administration : 7 membres, dont 1 femme (d'une organisation travaillant sur le genre, CONAG-DCF)	4 organisations de femmes, dont une porte spécifiquement sur les femmes et les mines)	27 membres/2 femmes - une d'un réseau de femmes (Réseau des femmes ministres et parlementaires)	--	Dans le programme de travail 2018, un budget spécial a été mis de côté pour encourager la participation des femmes dans les processus de l'ITIE. Utilisation inconnue.
Sénégal	Environ 50 membres à travers 7 branches, dont 2 se concentrent exclusivement sur le genre et 4 autres mettent fortement l'accent sur le genre dans leur stratégie. 8 organisations membres comptent une femme en tant que directrice exécutive.	Conseil d'administration : 14 membres (2 par branche), dont 3 sont des femmes. Bureau exécutif : 10 membres, dont 1 femme.	2 : Women in Mining (WIM) Sénégal et Siggil Jiggen avec 3 autres ayant intégré le genre dans leur travail. Branches à Saint-Louis et Ziguinchor plus actives que la coalition nationale.	26 membres, dont 5 femmes.	4 hommes, 4 femmes + président homme	- Pas de ventilation des données par sexe
Burkina Faso	--	Bureau exécutif : 5 membres, dont 3 femmes.	1 (Association des femmes dans le secteur minier au Burkina - AFEMIB)	25 sièges dans l'ensemble ; 4 femmes. 3 de ces femmes viennent de la société civile, 1 du secteur privé.	15 personnes, dont 4 femmes.	2017 : une certaine désagrégation des données d'emploi (+ équipe de consultants disposant de compétences en genre)

40 Pour une ventilation et une analyse plus détaillées, veuillez-vous référer au rapport d'analyse de chaque pays.

	Membres de PCQVP	Gouvernance de PCQVP	Membres de PCQVP avec des activités se rapportant spécifiquement au genre	Membres des groupes multipartites	Secrétariat national de l'ITIE	Utilisation des données ventilées par sexe ou d'autres références à la participation des femmes
Ghana	24 membres, dont 3 mettent l'accent sur l'autonomisation des femmes et l'égalité des sexes en particulier. Coalition dirigée par une femme.	Comité de pilotage : 9 membres, dont 1 femme.	3 membres spécialisés dans le genre, mais ils ne sont pas très actifs dans la coalition et ne travaillent pas nécessairement sur le genre et les IE. 4 organisations membres ont intégré une perspective genre dans leurs opérations via des projets financés. Les branches locales ont été plus actives qu'au niveau national.	18 membres, 4 femmes (exclusivement présentes en raison de leur fonction)	6 membres, dont 1 femme.	Absence totale de la dimension genre indiquée dans les documents et les rapports de l'ITIE (ce qui peut expliquer un faible niveau d'intérêt parmi les membres).
Togo	24 organisations membres dont 8 ont un accent explicite sur le genre avec au moins un expert en matière de genre	--	Un spécialiste sur les questions de genre (ACOMB) parmi les membres fondateurs, aujourd'hui 8 organisations avec une expertise en genre. Seules 2 de celles-ci travaillent sur le genre dans le secteur des IE.	1 des 8 membres de PCQVP avec une expertise en genre participe également au GM.	2 femmes sur 5 membres.	S.O.
Nigeria	Nombre total de plus de 150 membres dans 6 zones (difficile de savoir combien travaillent sur le genre) La base de données des membres indique que les organisations basées dans l'une des six zones géopolitiques dans le pays (la zone sud-sud) sont plus axées sur les questions de genre, des femmes et des enfants alors que pas moins de 80 % d'entre elles reflètent ceci dans leurs domaines d'intérêt ou d'expertise	Steering Committee and Administrative Council: 7 of which 2 women.	Comité de pilotage et conseil d'administration : 7 membres, dont 2 femmes.	--	15 membres, dont 2 femmes.	S.O.

Annexe II. Références au genre dans les documents clés (de la recherche en profondeur)

	Documents de planification et de gouvernance de PCQVP	Plans de travail et documents stratégiques du GM	Rapports ITIE	Instructions de l'ITIE, guides de validation, etc.
Guinea	<ul style="list-style-type: none"> - Aucune mention de genre dans les documents de gouvernance interne (dernière révision en 2017) 	<ul style="list-style-type: none"> - Le code de conduite mentionne un engagement envers le genre/participation des femmes (mais invisible dans les faits) 	<p>2015 : Aucune mention sur la mise en œuvre aborde le genre en ce qui concerne la promotion de la bonne gouvernance, de l'économie inclusive et du développement humain durable, mais avec peu de spécificité et sans lien utile avec le secteur des IE.</p>	<p>2016 : Mention qu'une plus grande diversité de représentation devrait être considérée pour le GM - le genre étant l'une des considérations (pas la seule)</p> <p>2017 : Rapport d'étape - aucune mention.</p> <p>2018 : Rapport d'étape - genre mentionné une seule fois dans le cadre de versements sociaux (l'entreprise a effectué un paiement ponctuel pour aider les femmes sur le site d'un projet) - pas de détails sur la façon dont l'argent était dépensé/extrants.</p>
Senegal	<ul style="list-style-type: none"> - Aucune mention de genre dans la stratégie et le plan de travail de PCQVP, mais il a été noté que les buts et objectifs pourraient facilement être ajustés pour intégrer le genre. - Aucune mention de genre dans les rapports sur la mise en œuvre de la stratégie 	<p>Aucune mention de genre</p>	<p>Aucune mention</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Aucune mention de genre dans le plan stratégique de l'ITIE (2017-21) - Aucune mention dans le plan d'action 2017-19 - Aucune mention dans les rapports d'activité de 2014 à 2016 - Aucune mention dans les procès-verbaux des réunions de 2015 à 2017
Burkina Faso	<ul style="list-style-type: none"> - L'article 28 des statuts relatif au bureau exécutif indique qu'il devrait comporter une personne responsable pour les questions de genre. Cependant, il n'y a pas encore de plan d'action pour l'intégration du genre. 	<ul style="list-style-type: none"> - Pas de dispositions visant à encourager une participation plus équitable entre hommes/femmes. 	<ul style="list-style-type: none"> - Année 2016 (publié en 2018) - Aucune mention, impossible de suivre les ressources en faveur des questions relatives aux femmes/qui peuvent contribuer à l'égalité des sexes. - Ventilées pour le premier emploi (personnes embauchées) par les sociétés extractives - environ 3 % (2,93 %) étaient des femmes. - En termes de versements sociaux par les entreprises, une contribution a été versée à une association de femmes locales, mais aucune autre explication quant aux raisons ou aux extrants. 	<ul style="list-style-type: none"> - Dans les plans d'action, la société civile a fait une liste de toutes les activités liées à l'égalité des sexes, telles que la formation, les activités génératrices de revenus pour les femmes dans les zones d'extraction. - Au cours de la diffusion du rapport de l'ITIE, un minimum de 30 % de femmes devrait être invité sur les sites/dans les communautés des projets. - Une étude spéciale en 2013 sur la façon d'impliquer les femmes dans le secteur industriel au BF. Le rapport n'a pas été adopté par le GM, et vise les femmes cadres dans le secteur des IE, pas dans l'ensemble de la chaîne de valeur/du point de vue de la justice sociale dans son ensemble

Gender Pilot Project

DI
Coordinator
West Africa



Publish What You Pay





Cette photo a été prise à l'Assemblée Mondiale 2019 de PCQVP et comprend les nombreux les femmes qui ont participé à l'événement.



Annex III. « Mini analyse genre » des structures de PCQVP au niveau international (à partir de septembre 2018)

La « mini analyse genre » suivante des structures internationales de PCQVP a été réalisée comme une illustration des coalitions nationales participantes en Afrique de l'Ouest, dans le cadre de l'élaboration de méthodes. Elle est incluse ici à des fins d'information, illustrant que - le secrétariat international de PCQVP étant une exception notable - les femmes sont largement sous-représentées dans les structures de gouvernance de PCQVP. De même, des références au genre dans les documents clés sont pour la plupart l'expression d'aspirations ou normatives par nature (avec quelques références informationnelles), avec peu d'effort pour suivre les résultats ou les progrès réalisés au fil du temps.

Documents de PCQVP - niveau mondial	
Composition du conseil d'administration de PCQVP	<ul style="list-style-type: none"> - Ventilation par sexe : 3 hommes, 4 femmes. - Proportion de membres/organisations avec un accent explicite placé sur les questions de genre ou disposant d'une expertise en genre : Aucun des membres ne semble cibler explicitement les questions de genre.
Secrétariat international de PCQVP	<ul style="list-style-type: none"> - Ventilation par sexe : 15 membres : 9 femmes, 6 hommes. - Ventilation par sexe des postes de direction (directeurs et plus) : Directrice exécutive : femme, Directeurs (2) : 1 homme, 1 femme. - Proportion de membres dont le profil indique des compétences en genre : Aucun - Existence d'une politique organisationnelle en matière de genre : Non disponible.
Composition du Comité de pilotage de l'Afrique (CPA)	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre de femmes occupant des postes de direction : Présidé par une femme. - Ventilation par sexe : Pour un conseil avec 10 représentants, 4 sont des femmes. - Proportion de membres/organisations avec un accent explicite placé sur les questions de genre ou disposant d'une expertise en genre : Aucun des membres ne semblait cibler explicitement les questions de genre dans le passé. - Proportion de membres avec des femmes électrices au niveau communautaire : S.O.
Composition du Comité de pilotage de l'Afrique (CPA)	<ul style="list-style-type: none"> - Ventilation par sexe : Le comité de pilotage compte 7 membres dont 2 sont des femmes. - Proportion de membres/organisations avec un accent explicite placé sur les questions de genre et/ou disposant d'une expertise en genre : 1 membre dirige également une organisation qui promeut les droits des femmes et des enfants (Nigeria) - Proportion de membres avec des femmes électrices au niveau communautaire : S.O.
Manuel de gouvernance de PCQVP (2015)	<p>Normatif : 9 références énoncées dans la politique sur l'égalité des sexes du CM et du CA.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Page 2 « en tant que coalition s'intéressant à la parité des sexes, la structure garantit désormais que les hommes et les femmes sont sur un pied d'égalité dans la gouvernance de la coalition. ». - Page 24 « Lors du processus d'élection et de sélection, la coalition s'efforcera d'assurer la parité homme-femme au conseil d'administration ». - Page 34 « Le Conseil mondial doit avoir un maximum de 10 membres élus avec une bonne parité homme-femme. ». - Page 36 : « Décideront, pour chaque région, si le candidat masculin ou féminin deviendra le membre du conseil mondial en - Veillant à l'équilibre entre les sexes au sein du conseil mondial ; - S'efforçant de refléter les souhaits de chaque électorat en – si cela est compatible avec l'équilibre entre les sexes – sélectionnant le candidat ayant recueilli le plus de votes. » - Page 39 : « le conseil d'administration s'efforcera également d'assurer la parité homme-femme » - Page 40 « le conseil d'administration s'efforcera également d'assurer la parité homme-femme »

Documents de PCQVP - niveau mondial

Procès-verbal de la réunion de 2013 du comité de pilotage mondial	- Expression d'aspirations : 1 référence aux « membres du CPM ont approuvé la déclaration d'intention de PCQVP envers les femmes et les jeunes, et ont mis en lumière certaines pistes intéressantes que PCQVP pourrait suivre à l'avenir ». Aucune autre spécificité ou action de suivi.
Procès-verbal de la réunion du CPM, janvier 2014	Aucune mention
Procès-verbal de la réunion du CPM, janvier 2014	- Informationnel : 1 référence dans l'annexe d'un événement à venir sur les femmes dans les industries extractives.
Procès-verbal du CM/CPM, 2015	- Normatif : 1 référence, page 6 : Il a été convenu que l'option finale <pour la parité entre les sexes> soit incluse dans le manuel de gouvernance dans le cadre du processus électoral pour le CM. S'agissant du conseil, et puisqu'il existe trois sièges déterminés par sélection que les membres élus du conseil peuvent occuper, l'équilibre entre les sexes est plus facile à atteindre. La prochaine version du projet de manuel de gouvernance comprendra une description plus précise de la politique PCQVP en matière de parité pour le CM et le conseil. - Expression d'aspirations : 1 référence, page 6 : « Il a également été noté que PCQVP doit travailler de façon plus générale pour atteindre un meilleur équilibre de participation à travers l'ensemble de la coalition, et pas seulement au niveau du conseil et du CM. »
Procès-verbal du conseil mondial, 2015	- Expression d'aspirations : 1 réf. sous « élaboration du plan d'affaires » : « Les enjeux clés présentés pour discussion et commentaires ont été les suivants : ... comment développer de meilleurs objectifs liés au genre ; » - Normatif : pages 4-6 : « Sur la question des genres, les suggestions d'un objectif ont inclus une représentation féminine de 50 % au sein des GM et des conseils, et que les coalitions atteignent 50 % de participation féminine s'agissant des formations de renforcement des capacités ». Il a été noté que l'égalité des sexes devient de plus en plus un problème majeur, mais qu'il y a encore des défis à relever pour réaliser des progrès importants s'agissant de la participation des femmes aux ateliers. D'autres ont fait remarquer que les quotas ne doivent pas avoir préséance sur les critères de compétence pour la participation, en particulier dans les conseils. Il a été suggéré qu'un plus grand nombre d'objectifs de transformation devraient être identifiés au-delà des quotas, et que ceux-ci devraient figurer dans le plan d'affaires en établissant une évaluation de base des risques spécifiques au genre dans notre travail (par ex., quels sont les différents risques pour les femmes et les relations entre les sexes ? Quelles garanties sont nécessaires pour atténuer les impacts négatifs ?) Il a été noté qu'il existe une expertise importante dans le réseau PCQVP en matière de genre et que différentes approches et stratégies doivent être mappées et des expériences doivent être partagées. La discussion a également porté sur la question de la participation des jeunes et des peuples autochtones. Il a été convenu que cette question est distincte, mais tout aussi importante. »
Procès-verbal du conseil mondial, 2016	- Normatif : 1 référence : page 5, en relation avec l'élection du CM « l'un <défi> était l'exigence posée par le manuel de gouvernance en faveur de l'équilibre entre les sexes, ce qui signifie que lorsqu'un seul homme ou femme avait été nommé pour une région donnée, cette personne était automatiquement sélectionnée par défaut dans le groupe de candidats ».
Procès-verbal du conseil mondial, avril 2017	Aucune référence
Procès-verbal du conseil mondial, 2017	- Expression d'aspirations : 1 référence. « Nous allons aussi soutenir le renforcement des capacités sur les questions liées à la fiscalité et au secteur extractif, au genre, à la transparence des contrats ainsi qu'aux divulgations financières liées aux risques climatiques ». Dans ce type de « document de haut niveau », aucun autre détail n'est fourni quant à des activités ou des plans concrets.
Rapport annuel PCQVP pour 2016	Aucune référence.

Documents de PCQVP - niveau mondial

Plan d'affaires 2016-19 de PCQVP	- Expression d'aspirations : 1 référence, page 5 « Il est important de noter que l'aspect genre est un thème transversal dans cette stratégie. Notre manuel de stratégie et de gouvernance est non sexiste et nous veillerons à disposer d'une représentation équilibrée entre les sexes dans le conseil d'administration et le conseil mondial. Au niveau programmatique, nous avons travaillé avec l'ONU Femmes sur une chaîne pour le changement adaptée aux femmes, le soi-disant guide de l'égalité dans l'extraction ».
----------------------------------	---

Autres documents - Niveau mondial (recherche pertinente, etc.)

« Extraction de l'égalité » - Guide	- Expression d'aspirations par nature : Coécrit par PCQVP et ONU Femmes. Le document est en grande partie l'expression d'aspirations par nature et fournit des suggestions sur les questions à poser au sujet du genre et de l'autonomisation des femmes au cours des différentes phases de la chaîne de valeur de l'extraction. Il procure un bon point d'entrée dans la réflexion sur les questions de genre, mais ne fournit pas de directives opérationnelles ou de soutien explicatif à un niveau plus pratique.
-------------------------------------	---



**PUBLIEZ CE QUE
VOUS PAYEZ**

Email: info@pwyp.org

 [@PWYPtweets](https://twitter.com/PWYPtweets)

 www.facebook.com/PublishWhatYouPay

www.pwyp.org

©Publiez Ce Que Vous Payez 2019

Publiez ce que vous payez est un organisme de bienfaisance enregistré (numéro d'organisme de bienfaisance enregistré 1170959) et une société enregistrée en Angleterre et au pays de Galles (n ° 9533183).